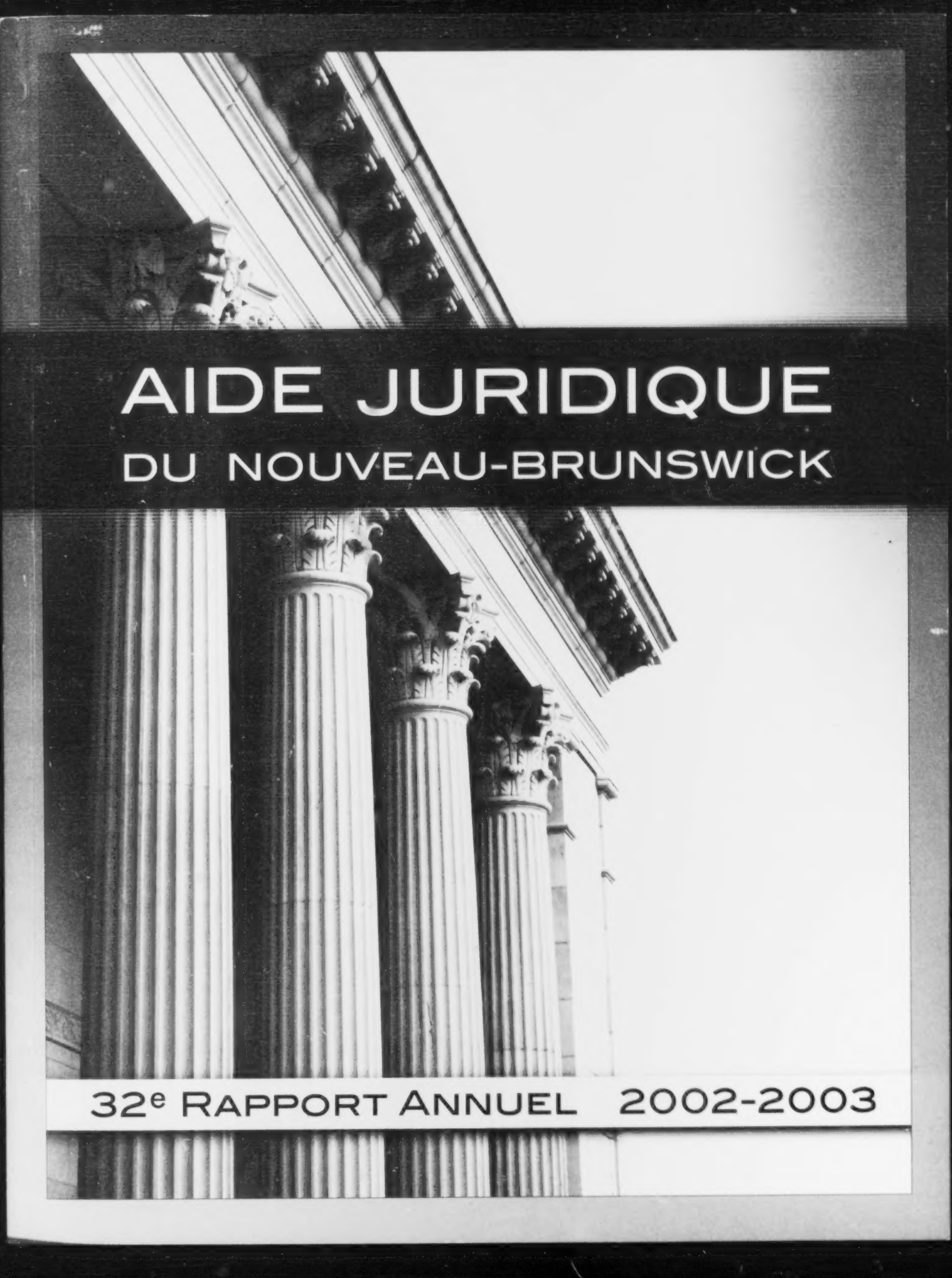


AIDE JURIDIQUE
DU NOUVEAU-BRUNSWICK

32e RAPPORT ANNUEL 2002-2003

LAW SOCIETY OF NEW BRUNSWICK
BARREAU DU NOUVEAU-BRUNSWICK

Le 5 juillet 2004

Honorable Bradley Green, c.r.
Ministre de la Justice
Province du Nouveau-Brunswick
C.P. 6000
Fredericton (Nouveau-Brunswick)
E3B 5H1

Monsieur le Ministre,

Conformément aux dispositions de l'article 8 de la *Loi sur l'aide juridique*, j'ai l'honneur de vous soumettre le 32e rapport annuel de l'Aide juridique du Nouveau-Brunswick pour l'année se terminant le 31 mars 2003.

Respectueusement vôtre,

E. Emerson Mills, c.r.
Président
Barreau du Nouveau-Brunswick

EEM/bw

1133, rue Regent Street
Suite/Pièce 206
Fredericton, NB E3B 3Z2
telephone/téléphone : (506) 458-8540 facsimile/télécopieur : (506) 451-1421

LAW SOCIETY OF NEW BRUNSWICK
BARREAU DU NOUVEAU-BRUNSWICK

Le 5 juillet 2004

Honorable Bradley Green, c.r.
Ministre de la Justice
Province du Nouveau-Brunswick
C.P. 6000
Fredericton (Nouveau-Brunswick)
E3B 5H1

Monsieur le Ministre,

Conformément aux dispositions de l'article 8 de la *Loi sur l'aide juridique*, j'ai l'honneur de vous soumettre le 32 e rapport annuel de l'Aide juridique du Nouveau-Brunswick pour l'année se terminant le 31 mars 2003.

Respectueusement vôtre,

E. Emerson Mills, c.r.
Président
Barreau du Nouveau-Brunswick

EEM/bw

1133, rue Regent Street
Suite/Pièce 206
Fredericton, NB E3B 3Z2
telephone/téléphone : (506) 458-8540 facsimile/télécopieur : (506) 451-1421

BARREAU DU NOUVEAU-BRUNSWICK

RAPPORT SUR LES ACTIVITÉS DU PROGRAMME D'AIDE JURIDIQUE DU NOUVEAU-BRUNSWICK POUR LA PÉRIODE ALLANT DU 1er AVRIL 2002 AU 31 MARS 2003

Ministère de la Justice
Province du Nouveau-Brunswick
Édifice du Centenaire
Fredericton (Nouveau-Brunswick)

Monsieur le Ministre,

Le Barreau du Nouveau-Brunswick vous présente le rapport qui suit :

PARTIE 1
GÉNÉRALITÉS

1.01 Résumé

L'exercice 2002-2003 marque la neuvième année d'existence du mode de financement par budget global. L'Aide juridique du Nouveau-Brunswick a touché encore cette année le plein montant de sa subvention annuelle au début de l'année. Le taux de 40 p. 100 a été versé dans son intégralité aux avocats participants à la fin de l'exercice. À la fin de l'année, on a enregistré un déficit de 126 966 $. Une fois ce déficit soustrait du solde de 228 799 $ en caisse au début de l'année, l'excédent à la fin de l'année s'est établi à 101 833 $.

Cette année, les dépenses consacrées aux services juridiques ont été supérieures de 251 032 $ à celles de l'année précédente. Cette augmentation a été compensée par une hausse provisoire de l'aide financière du gouvernement fédéral ainsi que par le financement qu'il a consenti relativement à deux projets, à savoir le tribunal de la santé mentale à Saint-Jean (17 560 $) et le projet d'avocat de service en titre à Edmundston et Grand-Sault (84 528 $).

C'était la deuxième année que l'Aide juridique du Nouveau-Brunswick offrait une gamme enrichie de services depuis qu'elle a assumé la responsabilité de l'aide juridique en droit de la famille qui relevait précédemment de la Division des services aux tribunaux du ministère de la Justice. Le service a terminé l'exercice avec un déficit de 33 127 $ comparativement à des recettes de 1 361 280 $. Une fois ce déficit soustrait du solde de 42 470 $ en caisse au début de l'année, l'excédent à la fin de l'année s'est établi à 9 343 $.

En ce qui concerne l'aide juridique en droit de la famille, sept avocats à temps plein et deux avocats à mi-temps fournissent des services juridiques à contrat. Les bureaux ont été déménagés et rénovés à Moncton et à Miramichi dans le but de faciliter l'accès aux locaux de l'Aide juridique du Nouveau-Brunswick pour les clients.

L'année dernière, les employés et les avocats participants ont été très actifs, puisque la charge de travail des membres du personnel s'est accrue de façon importante et que les services d'aide juridique en matière criminelle ont enregistré une hausse de 6 p. 100. La coopération, la bonne volonté et les efforts de chacun en vue d'améliorer les services aux clients ont permis à l'Aide juridique du Nouveau-Brunswick de s'acquitter de son mandat au cours de l'année.

La présentation du rapport annuel 2002-2003 a été légèrement modifiée comparativement aux années précédentes. Les tableaux qui contiennent des renseignements d'ordre financier et statistique ont été déplacés de façon à en faciliter la consultation et à améliorer la cohérence de l'information. Cette année, nous avons ajouté des statistiques plus précises au sujet des demandes, des infractions et des genres d'aide fournie qui tiennent compte d'éléments comme le sexe. De plus, les statistiques et les dépenses relatives au projet d'avocat de service en titre à Edmundston et Grand-Sault ont été compilées séparément.

Veuillez prendre note que les données qui figurent entre parenthèses dans le présent rapport sont celles de l'année précédente.

1.02 Comités

Comité d'aide juridique

Le Comité d'aide juridique, constitué le 16 mars 2001 en vertu du paragraphe 2(4) de la *Loi sur l'aide juridique*, est formé des membres suivants du Barreau du Nouveau-Brunswick (dont le mandat se termine le 31 mars 2003) :

Président	Edward L. Derrah, Fredericton (Nouveau-Brunswick)
Membre d'office	E. Emerson Mills, c. r., Moncton (Nouveau-Brunswick)
	Membres
Région 1 – Saint-Jean	Brian Munro
Région 2 – Moncton	Robert F. Fowler
Région 3 – Fredericton	Robert Digdon
Région 4 – Woodstock	Kimberly A. Monteith (démission le 07/01/03)
	Peter Brewer (nomination le 03/14/03)
Région 5 – Miramichi	Geri Mahoney
Région 6 – Bathurst	Jean-Guy Henry
Région 7 – Edmundston	Diane Deschênes
Région 8 – Campbellton	J. Paul Dubé

Au cours de la période visée par le présent rapport, soit du 1er avril 2002 au 31 mars 2003, les membres du comité ont traité l'affaire suivante :

Un appel, qui a été accueilli.

Comités régionaux

Conformément au paragraphe 5(1) de la *Loi sur l'aide juridique*, les personnes suivantes ont été désignées comme membres par le conseil (les noms des membres du Barreau du Nouveau-Brunswick figurent en caractères gras et ceux des représentants du grand public, en caractères ordinaires) les 5 et 6 avril 2002 :

	Membres	Fin du mandat
Région 1 – Saint-Jean	Ashley Little	31 mars 2003
	Michael L. McCluskey	31 mars 2003
	Aubrey Reid	31 mars 2003
	Donald Cullinan	31 mars 2004
	Dorothy Dearborn	31 mars 2004
	Joel Hansen	31 mars 2004
Région 2 – Moncton	Arthur Savoie	31 mars 2003
	Léo-Marie Vienneau	31 mars 2003
	Scott Fowler	31 mars 2003
	Maureen Mills	31 mars 2004
	Judith MacPherson, c. r.	31 mars 2004
	Beverly Taylor	31 mars 2004
Région 3 – Fredericton	**Kathryn Gregory El-Khoury** (démission le 06/01/03)	31 mars 2003
	William Matthews (nomination le 17/01/03)	31 mars 2003
	Harry Rigby	31 mars 2003
	Doug Cain	31 mars 2003
	G. Keith Allen, c. r.	31 mars 2004
	John Hanson, c. r.	31 mars 2004
	Garth Williams	31 mars 2004

Région 4 – Woodstock	Burpee Wagner	31 mars 2003
	Ann Whiteway-Brown	31 mars 2003
	Robert D. MacElwain	31 mars 2003
	William Burnham fils	31 mars 2004
	Kimberly A. Monteith (démission le 07/01/03)	31 mars 2004
	Stephen L. Wilson (nomination le 03/14/03)	31 mars 2004
	Shelley Murray	31 mars 2004
Région 5 – Miramichi	John Lockerbie	31 mars 2003
	B. Bannon Morrissy	31 mars 2003
	Willis Dickison	31 mars 2003
	James Driscoll	31 mars 2004
	John McAllister	31 mars 2004
	Harvey Urquhart	31 mars 2004
Région 6 – Bathurst	**Marc Guignard**	31 mars 2003
	Gregory Riordon	31 mars 2003
	Stuart Norton	31 mars 2003
	Renald Comeau	31 mars 2004
	Aubin Doucet	31 mars 2004
	Robert Boudreau	31 mars 2004
Région 7 – Edmundston	Maurice LaPalme (démission le 08/11/03)	31 mars 2003
	Jacqueline W. D'Astous Carrier (nomination le 17/01/03)	31 mars 2003
	Brigitte Volpé	31 mars 2003
	I. Gérald Levesque	31 mars 2003
	Gérald Guerette	31 mars 2004
	Gilles Guerette	31 mars 2004
	Gary McLaughlin	31 mars 2004
Région 8 – Campbellton	**Gordon Kierstead**	31 mars 2003
	Sandy MacLean	31 mars 2003
	Thomas McBrearty	31 mars 2003
	Jeanne-Manse Gallant	31 mars 2004
	Martin Savoie	31 mars 2004
	Roger Gauvin	31 mars 2004

1.03 **Directeur provincial**

David M. Potter a été nommé directeur provincial par intérim le 13 décembre 1993 et il continue d'agir à ce titre à la discrétion du conseil. Le bureau du directeur provincial est situé au 356, rue Queen, à Fredericton (Nouveau-Brunswick).

1.04 **Bureaux de l'aide juridique**

En application du paragraphe 4(1) de la *Loi sur l'aide juridique*, des bureaux ont été établis aux adresses suivantes :

Région 1 – Saint-Jean	110, rue Charlotte
Région 2 – Moncton	770, rue Main
Région 3 – Fredericton	356, rue Queen
Région 4 – Woodstock	633, rue Main
Région 5 – Miramichi	673, route King George
Région 6 – Bathurst	216, rue Main
Région 7 – Edmundston	121, rue Church
Région 8 – Campbellton	123, rue Water

1.05 Tableau des avocats de service en matière criminelle

Au cours de la période allant du 1er avril 2002 au 31 mars 2003, les tableaux des avocats de service en matière criminelle dans les diverses régions de la province présentaient les effectifs suivants :

Région 1 – Saint-Jean	36	(39)
Région 2 – Moncton	17	(24)
Région 3 – Fredericton	20	(28)
Région 4 – Woodstock	4	(6)
Région 5 – Miramichi	7	(10)
Région 6 – Bathurst	12	(14)
Région 7 – Edmundston	1	(1)
Région 8 – Campbellton	10	(10)
	107	(132)

1.06 Tableaux de l'aide juridique en matière criminelle

Au cours de la période allant du 1er avril 2002 au 31 mars 2003, la répartition dans les régions des avocats inscrits aux tableaux de l'aide juridique en matière criminelle se présentait comme suit :

Région 1 – Saint-Jean	46	(47)
Région 2 – Moncton	34	(41)
Région 3 – Fredericton	29	(38)
Région 4 – Woodstock	10	(14)
Région 5 – Miramichi	31	(31)
Région 6 – Bathurst	34	(38)
Région 7 – Edmundston	4	(6)
Région 8 – Campbellton	16	(12)
	204	(227)

1.07 Avocats disposés à accepter des appels de personnes en état d'arrestation (appels Brydges)

Région 1 – Saint-Jean	8	(25)
Région 2 – Moncton	23	(30)
Région 3 – Fredericton	16	(28)
Région 4 – Woodstock	4	(4)
Région 5 – Miramichi	10	(10)
Région 6 – Bathurst	12	(3)
Région 7 – Edmundston	1	(1)
Région 8 – Campbellton	2	(2)
	76	(103)

2.01

Partie II – AIDE JURIDIQUE FOURNIE EN MATIÈRE CRIMINELLE

Régions		Demandes			Totaux	
		Reçues	Rejetées	Certif. délivrés	Adultes et ados.	Certif. payés
Région 1 – Saint-Jean						
Hommes	Adultes	252	80	172	Adultes	233
	Adolescents	31	12	19		
Femmes	Adultes	49	15	34	Adolescents	31
	Adolescentes	6	2	4		
		338	**109**	**229**		**264**
		(396)	(161)	(235)		(263)
Région 2 – Moncton						
Hommes	Adultes	476	209	267	Adultes	387
	Adolescents	42	16	26		
Femmes	Adultes	84	30	54	Adolescents	33
	Adolescentes	5	0	5		
		607	**255**	**352**		**420**
		(537)	(230)	(307)		(376)
Région 3 – Fredericton						
Hommes	Adultes	183	62	121	Adultes	212
	Adolescents	30	14	16		
Femmes	Adultes	39	17	22	Adolescents	26
	Adolescentes	6	4	2		
		258	**97**	**161**		**238**
		(311)	(77)	(234)		(251)
Région 4 – Woodstock						
Hommes	Adultes	129	32	97	Adultes	130
	Adolescents	26	9	17		
Femmes	Adultes	23	3	20	Adolescents	20
	Adolescentes	4	1	3		
		182	**45**	**137**		**150**
		(141)	(27)	(114)		(140)
Région 5 – Miramichi						
Hommes	Adultes	130	37	93	Adultes	113
	Adolescents	17	7	10		
Femmes	Adultes	26	6	20	Adolescents	13
	Adolescentes	3	0	3		
		176	**50**	**126**		**126**
		(191)	(64)	(127)		(136)
Région 6 – Bathurst						
Hommes	Adultes	243	85	158	Adultes	222
	Adolescents	15	7	8		
Femmes	Adultes	44	18	26	Adolescents	18
	Adolescentes	3	1	2		
		305	**111**	**194**		**240**
		(330)	(109)	(221)		(234)
Région 7 – Edmundston						
Hommes	Adultes	62	2	8	Adultes	43
	Adolescents	6	1	0		
Femmes	Adultes	10	15	47	Adolescents	3
	Adolescentes	1	1	5		
		79	**19**	**60**		**46**
		(67)	(19)	(48)		(45)
Région 8 – Campbellton						
Hommes	Adultes	68	18	50	Adultes	78
	Adolescents	10	3	7		
Femmes	Adultes	13	1	12	Adolescents	9
	Adolescentes	1	0	1		
		92	**22**	**70**		**87**
		(145)	(38)	(107)		(130)
Totaux généraux		**2 037**	**708**	**1 329**		**1 571**
		(2 118)	**(725)**	**(1 393)**		**(1 575)**
** Augmentation/Diminution		-3,8% (+12,5%)	-8,7% (+6,3%)	-10,7% (+16,0%)		

** Dans le présent rapport, ce chiffre représente l'écart exprimé en pourcentage par rapport à l'année antérieure. Un nombre appréciable de certificats sont délivrés en rapport avec plus d'une accusation. Bien que le travail associé au traitement des accusations supplémentaires fasse augmenter le coût par dossier, aucun renseignement n'a été recueilli à ce sujet.

2.02 Dépenses pour les certificats en matière criminelle

Régions	Total des honoraires ($)	Total des débours ($)	Total global	Nombre de certificats	Coûts moyens par certificat
Région 1 – Saint-Jean	225 105	6 314	231 419	264	877
	(221 094)	(4 835)	(225 929)	(263)	(859)
Région 2 – Moncton	335 303	15 500	350 804	420	835
	(334 745)	(10 239)	(344 984)	(376)	(918)
Région 3 – Fredericton	205 216	14 822	220 039	238	925
	(179 938)	(3 891)	(183 829)	(251)	(732)
Région 4 – Woodstock	90 307	1 375	91 681	150	611
	(81 390)	(846)	(82 236)	(140)	(587)
Région 5 – Miramichi	79 859	818	80 677	126	640
	(105 383)	(4 938)	(110 321)	(136)	(811)
Région 6 – Bathurst	270 727	8 996	279 723	240	1 166
	(274 129)	(6 200)	(280 329)	(234)	(1 198)
Région 7 – Edmundston	58 645	3 680	62 325	46	1 355
	(61 787)	(5 017)	(66 804)	(45)	(1 485)
Région 8 – Campbellton	122 216	42 540	164 756	87	1 894
	(140 593)	(12 231)	(152 824)	(130)	(1 176)
** Totaux	1 387 378	94 044	* 1 481 423	1 571	943
Moins le coût du projet financé par le fédéral à Edmundston			*(6 196)*		
Totaux rajustés			1 475 227	1 571	939
* Totaux de l'année précédente	(1 399 059)	(48 197)	** (1 447 256)	(1 575)	(919)

* La TVH n'est pas incluse dans ce total. 200 737 $
** La TVH n'est pas incluse dans ce total. (204 238 $)

* Vingt-trois dossiers ayant entraîné des coûts élevés (de plus de 5 000 $, TVH incluse) qui totalisaient 260 924 $ (TVH non incluse) sont compris dans ce total.

** Trente-deux dossiers ayant entraîné des coûts élevés (de plus de 5 000 $, TVH incluse) qui totalisaient 321 656 $ (TVH non incluse) sont compris dans ce total.

Analyse des infractions – Certificats remplis

2.03

Les certificats remplis se répartissaient comme suit :

Chefs d'accusation	Nombre		Coûts		Pourcentage	
	2002-2003	(2001-2002)	2002-2003	(2001-2002)	2002-2003	(2001-2002)
Meurtre, homicide et tentative de meurtre	23	(23)	183 336	(185 437)	12,4%	(12,8%)
Possession d'arme prohibée	22	(23)	12 820	(12 745)	0,9%	(0,9%)
Vol qualifié	90	(58)	108 907	(74 426)	7,4%	(5,2%)
Vol par effraction, vol et recel	329	(344)	246 395	(238 497)	16,6%	(16,5%)
Agression sexuelle	138	(141)	169 138	(150 894)	11,4%	(10,5%)
Stupéfiants	171	(178)	123 364	(181 463)	8,3%	(12,5%)
Voies de fait	328	(318)	258 633	(227 327)	17,5%	(15,7%)
Véhicules – CCC (dont conduite avec facultés affaiblies)	15	(29)	11 975	(20 746)	0,8%	(1,4%)
Fraude et faux semblant	55	(55)	41 663	(37 131)	2,8%	(2,6%)
Dommages matériels et incendie criminel	31	(49)	27 498	(47 514)	1,9%	(3,3%)
Entrave à un agent de la paix	10	(2)	5 423	(1 356)	0,4%	(0,1%)
Manquement à une probation	108	(119)	56 816	(61 152)	3,8%	(4,2%)
Tentative, complot et complicité	32	(21)	53 277	(29 989)	3,6%	(2,1%)
Faux messages	2	(1)	1 876	(161)	0,1%	(0,0%)
Lésions corporelles	4	(8)	3 170	(10 047)	0,2%	(0,7%)
Faux et usage de faux	17	(21)	21 823	(13 698)	1,5%	(0,9%)
Méfait public	3	(6)	2 799	(5 046)	0,2%	(0,3%)
Evasion	14	(14)	10 374	(8 735)	0,7%	(0,6%)
Avoir troublé l'ordre public	3	(1)	1 477	(154)	0,1%	(0,0%)
Menaces	113	(126)	79 065	(83 516)	5,3%	(5,8%)
Enlèvement et rapt	3	(0)	1 718	(0)	0,1%	(0,0%)
Infractions à d'autres lois provinciales	4	(2)	3 057	(2 062)	0,2%	(0,1%)
Autres infractions au *Code criminel* et aux lois fédérales	56	(36)	56 818	(55 160)	3,8%	(3,8%)
Examen judiciaire	0	(0)	0	(0)	0,0%	(0,0%)
Totaux	**1 571**	**(1 575)**	*** 1 481 423**	**** (1 447 256)**	**100,0%**	**(100,0%)**
Moins les coûts du projet fédéral à Edmundston			*(6 196)*			
Total rajusté :			**1 475 227**			

* TVH non comprise dans le total 200 737 $
** TVH non comprise dans le total (204 238 $)

2.04

Analyse des infractions – Certificats remplis

Chefs d'accusation	Hommes		Adolescents		Femmes		Adolescentes		Totaux	
	Nombre	Coûts ($)	Nombre	Coûts ($)	Nombre	Coûts ($)	Nombre	Coûts ($)	Nombre	Coûts ($)
Meurtre, homicide et tentative de meurtre	17	137 393	0	0	6	45 943	0	0	23	183 336
Possession d'arme prohibée	18	10 275	1	901	3	1 645	0	0	22	12 820
Vol qualifié	75	95 171	8	7 010	6	6 412	1	314	90	108 907
Vol par effraction, vol et recel	238	182 478	42	33 487	45	27 990	4	2 440	329	246 395
Agression sexuelle	117	149 418	15	14 628	4	2 918	2	2 174	138	169 138
Stupéfiants	128	95 190	6	3 070	36	25 006	1	98	171	123 363
Voies de fait	243	202 338	26	20 106	50	32 842	9	3 348	328	258 633
Véhicules – CCC (dont conduite avec facultés affaiblies)	13	10 036	1	368	1	1 571	0	0	15	11 975
Fraude et faux semblant	35	29 119	0	0	20	12 544	0	0	55	41 663
Dommages matériels et incendie criminel	18	22 060	8	3 368	4	1 574	1	496	31	27 498
Entrave à un agent de la paix	8	4 721	0	0	2	702	0	0	10	5 423
Manquement à une probation	78	43 257	10	4 182	17	8 101	3	1 276	108	56 815
Tentative, complot et complicité	25	49 119	2	330	4	3 408	1	420	32	53 277
Faux messages	2	1 876	0	0	0	0	0	0	2	1 876
Lésions corporelles	4	3 170	0	0	0	0	0	0	4	3 170
Faux et usage de faux	13	20 222	0	0	4	1 601	0	0	17	21 823
Méfait public	1	173	0	0	2	2 626	0	0	3	2 799
Évasion	11	7 786	1	452	2	2 136	0	0	14	10 374
Avoir troublé l'ordre public	3	1 477	0	0	0	0	0	0	3	1 477
Menaces	88	59 883	7	5 307	18	13 876	0	0	113	79 065
Enlèvement et rapt	1	672	0	0	1	464	1	582	3	1 718
Infractions à d'autres lois provinciales	4	3 057	0	0	0	0	0	0	4	3 057
Autres infractions au *Code criminel* et aux lois fédérales	46	49 419	1	616	7	5 804	2	980	56	56 818
Examen judiciaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Totaux	**1 186**	**1 178 310 $**	**128**	**93 823 $**	**232**	**197 162 $**	**25**	**12 128 $**	**1 571**	**1 481 423 $**
Moins les coûts du projet fédéral à Edmundston										*(6 196)*
Total rajusté :										**1 475 227 $**

2.05 Analyse des coûts par dossier

Année	Nombre total des certificats payés	Coûts totaux (100 %)	Coût moyen par dossier
1990-1991	1 483	1 119 997	755
1991-1992	2 348	1 927 946	821
1992-1993	1 703	1 330 919	782
1993-1994	2 259	1 816 238	804
1994-1995	1 906	1 152 003	604
1995-1996	1 482	1 140 119	769
1995-1996 (rajustés)	1 463	845 788	578
1996-1997	1 627	1 104 169	679
1996-1997 (rajustés)	1 618	993 788	614
1997-1998	1 566	1 299 717	830
1997-1998 (rajustés)	1 547	1 021 999	661
1998-1999	1 430	1 162 180	813
1998-1999 (rajustés)	1 413	943 418	668
1999-2000	1 416	1 181 703	835
1999-2000 (rajustés)	1 391	921 390	662
2000-2001	1 345	1 098 723	817
2000-2001 (rajustés)	1 323	923 385	698
2001-2002	1 575	1 447 256	919
2001-2002 (rajustés)	1 543	1 125 600	729
2002-2003	1 571	1 475 227	939
2002-2003 (rajustés)	1 548	1 214 303	784

Remarque : Les chiffres rajustés ne tiennent pas compte des dossiers à coûts élevés (de plus de 5 000 $, TVH incluse).

Analyse des infractions – Dossiers des avocats désignés par le tribunal

2.06

Voici l'analyse des certificats remplis :

Chefs d'accusation	Nombre		Coûts		Pourcentage	
	2002-2003	(2001-2002)	2002-2003	(2001-2002)	2002-2003	(2001-2002)
Vol par effraction, vol et recel	10	(4)	5 870	(1 332)	56,2%	(16,5%)
Agression sexuelle	0	(3)	0	(1 369)	0,0%	(10,5%)
Voies de fait	8	(11)	3 558	(4 738)	34,1%	(15,7%)
Dommages matériels et incendie criminel	1	(3)	220	(764)	2,1%	(3,3%)
Manquement à une probation	1	(0)	503	(0)	4,8%	(4,2%)
Faux messages	0	(1)	0	(311)	0,0%	(0,0%)
Avoir troublé l'ordre public	0	(1)	0	(633)	0,0%	(0,0%)
Autres infractions aux lois provinciales	1	(0)	294	(0)	2,8%	(0,1%)
Totaux	**21**	**(23)**	*** 10 445**	**** (9 147)**	**100,0%**	**(100,0%)**

* TVH non comprise dans le total : 1 520 $
** TVH non comprise dans le total : (1 243 $)

Analyse des dossiers des avocats désignés par le tribunal

2.07

Chefs d'accusation	Hommes		Adolescents		Femmes		Adolescentes		Totaux	
	Nombre	Coûts ($)	Nombre	Coûts ($)	Nombre	Coûts ($)	Nombre	Coûts ($)	Nombre	Coûts ($)
Vol par effraction, vol et recel	0	0	9	4 300	0	0	1	1 571	10	5 870
Voies de fait	1	247	5	2 823	0	0	2	489	8	3 558
Dommages matériels et incendie criminel	1	220	0	0	0	0	0	0	1	220
Manquement à une probation	0	0	1	503	0	0	0	0	1	503
Autres infractions aux lois provinciales	1	294	0	0	0	0	0	0	1	294
Totaux	**3**	**761 $**	**15**	**7 625 $**	**0**	**0 $**	**3**	**2 060 $**	**21**	**10 445 $**

Analyse des infractions – Certificats remplis par l'avocat de service en titre à Edmundston

2.08

Voici l'analyse des certificats remplis :

Chefs d'accusation	Nombre		Coûts ($)		Pourcentage	
	2002-2003	(2001-2002)	2002-2003	(2001-2002)	2002-2003	(2001-2002)
Vol par effraction, vol et recel	2	(1)	932	(879)	10,6%	(22,5%)
Agression sexuelle	1	(0)	818	(0)	9,3%	(0,0%)
Agression sexuelle par un adolescent	1	(0)	240	(0)	2,7%	(0,0%)
Stupéfiants	2	(0)	941	(0)	10,7%	(0,0%)
Voies de fait	5	(1)	2 112	(312)	24,1%	(8,0%)
Dommages matériels et incendie criminel	1	(0)	497	(0)	5,7%	(0,0%)
Manquement à une probation	1	(2)	540	(1 383)	6,2%	
Lésions corporelles	1	(0)	1 020	(0)	11,6%	(0,0%)
Avoir troublé l'ordre public	1	(0)	398	(0)	4,5%	(0,0%)
Menaces	0	(2)	0	(1 324)	0,0%	(34,0%)
Autres infractions aux lois provinciales	1	(0)	1 278	(0)	14,6%	(0,0%)
Totaux	**16**	**(6)**	**8 776**	**(3 898)**	**100,0%**	**(100,0%)**
Coûts moyens par certificat			**549**	**(650)**		

Analyse des infractions – Dossiers de l'avocat en titre désigné par le tribunal à Edmundston

2.09

Voici l'analyse des certificats remplis :

Chefs d'accusation déposés contre des adolescents	Nombre		Coûts ($)		Pourcentage	
	2002-2003	(2001-2002)	2002-2003	(2001-2002)	2002-2003	(2001-2002)
Stupéfiants	1	(0)	468	(0)	21,0%	(0,0%)
Voies de fait	2	(0)	1 232	(0)	55,3%	(0,0%)
Menaces	1	(0)	526	(0)	23,6%	(0,0%)
Autres infractions au *Code criminel*	0	(1)	0	(333)	0,0%	(100,0%)
Totaux	**4**	**(1)**	**2 226**	**(333)**	**100,0%**	**(100,0%)**
Coûts moyens par dossier			**557**	**(333)**		

Avocats de service

2.10

Voici un aperçu de l'aide rendue par les avocats de service à des personnes mises en accusation :

Régions	Plaidoyer	Services complets*	Totaux	2001-2002
Région 1 – Saint-Jean	4 390	1 327	5 717	(4 660)
Région 2 – Moncton	3 657	1 298	4 955	(3 516)
Région 3 – Fredericton	2 032	562	2 594	(2 204)
Région 4 – Woodstock	890	210	1 100	(871)
Région 5 – Miramichi	1 037	261	1 298	(1 051)
Région 6 – Bathurst	1 597	351	1 948	(1 527)
Région 7 – Edmundston (cabinets privés)	24	8	32	(601)
Région 8 – Campbellton	576	144	720	(484)
Totaux	**14 203**	**4 161**	**18 364**	**(15 240)**
Région 7 – Avocat en titre à Edmundston	*571*	*195*	*766*	*(205)*
Région 7 – Avocat en titre à Grand-Sault	*364*	*126*	*490*	*(121)*
Totaux – Avocat en titre à Edmundston	***935***	***321***	***1,256***	***(326)***
Grands totaux	**15 138**	**4 482**	**19 620**	**(15 566)**

* Par « services complets », on entend que l'avocat de service s'est chargé de l'affaire jusqu'au prononcé de la peine. Parmi les 18 364 personnes conseillées par un avocat de service, 4 161 (22,7 p. 100) ont reçu des services complets et n'ont pas eu recours à d'autres services de l'Aide juridique ou des Services aux tribunaux.

Remarque : Les statistiques de la région d'Edmundston comptabilisent séparément les services offerts par l'avocat de service en titre à Edmundston et à Grand-Sault.

Analyse selon la nature des infractions – Dossiers des avocats de service

2.11

Voici la nature des infractions dont ont été accusées les personnes qui ont reçu les conseils des avocats de service (dans bien des cas, les personnes ont été accusées de plus d'une infraction) :

Infractions	Régions 1 à 8 (cabinets privés	Région 7 (avocat en titre)	Grands totaux	Total de 2001-2002	Pourcentage des infractions
Code criminel	18 162	602	18 764	(19 781)	69,87%
Autres lois fédérales	320	12	332	(404)	1,24%
Stupéfiants	1 255	104	1 359	(1 356)	5,06%
Jeunes contrevenants	4 226	122	4 348	(4 587)	16,19%
Véhicules à moteur	1 322	55	1 377	(1 190)	5,13%
Réglementation – alcools	72	2	74	(65)	0,28%
Autres lois provinciales	569	33	602	(510)	2,24%
Totaux	**25 926**	**930**	**26 856**	**(27 893)**	**100,00%**

Dépenses pour les avocats de service en matière criminelle

2.12

Remarque : La TVH n'est pas comprise dans les honoraires. Les chiffres entre parenthèses correspondent aux résultats réels de l'année précédente.

Régions	Nombre total de dossiers	Total global des honoraires	Total global des débours	Grands totaux	Coûts totaux moyens par dossier
Région 1 – Saint-Jean	5 717	161 473	500	161 973	28
Moins les honoraires payés dans le cadre du projet fédéral en matière de santé mentale				*(11 582)*	
				150 391	
	(4 660)	(171 452)	(196)	(171 648)	(37)
Région 2 – Moncton	4 955	103 864	259	104 122	21
Plus les honoraires de l'avocat de service auprès des Autochtones				*23 298*	
				127 420	
	(3 516)	(103 108)	(15)	(103 123)	(29)
Région 3 – Fredericton	2 594	64 592	2	64 594	25
	(2 204)	(66 484)	(90)	(66 574)	(30)
Région 4 – Woodstock	1 100	29 741	24	29 765	27
	(871)	(32 397)	(58)	(32 455)	(37)
Région 5 – Miramichi	1 298	29 847	208	30 055	23
	(1 051)	(34 329)	(178)	(34 507)	(33)
Région 6 – Bathurst	1 948	74 793	217	75 010	39
	(1 527)	(72 995)	(0)	(72 995)	(48)
Région 7 – Edmundston	32	7 806	167	7 973	249
	(601)	(29 150)	(40)	(29 190)	(49)
Région 8 – Campbellton	720	27 519	8	27 527	38
	(484)	(27 011)	(19)	(27 030)	(56)
Totaux	**18 364**	**499 635**	**1 385**	**512 736**	**28**
	(15 240)	(536 926)	(596)	(537 522)	(36)
*Région 7 – Avocat de service en titre**	*1 256*	*s. o.*	*s. o.*	*61 077*	*49*
	(326)	*s. o.*	*s. o.*	*(6 194)*	*(19)*

** L'aide fournie par l'avocat de service en titre à Edmundston est comptabilisée séparément, car son coût est prévu au contrat et ne s'ajoute pas à celui-ci.*

Analyse des coûts par dossier pour les avocats de service

2.13

Années	Nombre total de dossiers	Dossiers de services complets	Coûts totaux ($)	Coûts par dossier
1990-1991	2 584	s. o.	526 294	42
1991-1992	17 478	s. o.	646 373	37
1992-1993	14 579	s. o.	540 932	37
1993-1994	17 543	5 920	613 752	35
1994-1995	16 486	5 733	498 542	30
1995-1996	15 386	5 743	485 294	32
1996-1997	15 818	5 880	535 560	34
1997-1998 (90 %)	15 809	5 934	490 705	31
1997-1998 (rajustés à 100 %)	15 809	5 934	545 048	34
1998-1999	14 335	5 300	525 468	37
1999-2000	14 695	5 066	532 487	36
2000-2001	13 509	4 422	509 816	38
2001-2002	14 914	4 573	537 522	36
2002-2003 (sans l'avocat en titre)	18 364	4 161	512 736	28
2002-03 (avec l'avocat en titre)	*19 620*	*4 482*	*573 813*	*29*

Total pour les dossiers de services complets : 4 161 dossiers à 28 $ par dossier :	116 508 $
Plus les certificats : 1 571 dossiers à 939 $ par dossier :	1 475 227 $
Coûts d'un dossier de services complets : 5 732 dossiers à un coût total de 1 591 745 $:	278 $
Coûts d'un dossier de services complets en 2001-2002 : 6 148 dossiers à un coût total de 1 611 884 $:	262 $

Appels de personnes en détention (appels Brydges)

2.14

Régions	Nombre	(2001-2002)	Coûts sans la TVH	(2001-2002)
Région 1 – Saint-Jean	810	(341)	20 250	(8 525)
Région 2 – Moncton	592	(208)	14 800	(5 200)
Région 3 – Fredericton	469	(266)	11 725	(6 650)
Région 4 – Woodstock	146	(111)	3 650	(2 775)
Région 5 – Miramichi	75	(49)	1 875	(1 225)
Région 6 – Bathurst	303	(137)	7 575	(3 425)
Région 7 – Edmundston	0	(1)	0	(25)
Région 8 – Campbellton	0	(8)	0	(200)
Totaux	**2 395**	**(1 222)**	**59 875**	**(30 550)**
Région 7 – Avocat de service en titre	*269*	*(101)*	*6 725*	*(2 525)*
Grands totaux	**2 664**	**(1 323)**	**66 600**	**(33 075)**

L'aide fournie par l'avocat de service en titre est comptabilisée séparément dans les statistiques de la région d'Edmundston.

Remarque : Les coûts indiqués pour l'avocat de service en titre sont prévus au contrat et ne s'y ajoutent pas.

PARTIE III
DONNÉES FINANCIÈRES POUR LES BESOINS DE L'ÉVALUATION DU RENDEMENT ET DES CALCULS

3.01

Coûts moyens

On constate que les coûts moyens de l'aide fournie à chaque personne qui a reçu les conseils d'un avocat de service en matière criminelle se chiffrent à 29 $ par personne. Les coûts moyens de l'aide juridique fournie par les avocats qui ont reçu des certificats en matière criminelle se chiffrent à 943 $ par personne. Ce calcul tient compte de la somme de 260 924 $ qui a été payée dans 23 dossiers à coûts élevés; sans cette somme, le coût moyen par dossier s'élèverait à 788 $ (TVH en sus).

Voici l'analyse des coûts moyens des certificats et du travail des avocats de service au cours de l'année terminée le 31 mars 2003 :

Certificats en matière criminelle (sans la TVH)	
Nombre de certificats payés	1 571
Total des honoraires et des débours	1 475 227 $
Coûts moyens par dossier	939 $
Dossiers à coûts élevés (23 certificats)	260 924 $
Coûts moyens, déduction faite des dossiers à coûts élevés	784 $

Avocats de service en matière criminelle (sans la TVH)	
Nombre de personnes qui ont reçu de l'aide	18 364
Total des honoraires et des débours	512 736 $
Coûts moyens par personne	28 $
Nombre de personnes qui ont reçu des services complets	4 161
Coûts de la prestation des services complets	116 508 $

Certificats et avocats de service	
Nombre de dossiers	5 732
Coûts moyens des certificats ordinaires et des services complets des avocats de service	278 $

Appels de personnes en détention (appels Brydges)	
Nombre de personnes qui ont reçu de l'aide	2 395
Total des honoraires	59 875 $

Les honoraires prévus au tarif sont ceux que verse en général un client aux moyens de subsistance modestes pour les services d'aide juridique prescrits par le tarif de l'Aide juridique. Le tarif en matière criminelle a été établi en 1971, puis modifié et augmenté en 1974, en 1980, en 1983 ainsi que le 1er février 1990. La plus récente modification a eu pour effet d'abolir la réduction de 25 p. 100 des honoraires. La note G du tarif a été abrogée.

Ventilation des frais d'administration

3.02

Régions	Traitements $	Loyers et services $	Poste $	Fournitures $	Téléphone $	Totaux $	2001-2002 $
Saint-Jean	35 494	9 279	936	828	4 632	**51 169**	(46 773)
Moncton	35 608	837	2 733	1 438	2 369	**42 984**	(37 720)
Fredericton	275 701	31 340	6 850	10 142	11 903	**335 936**	(263 325)
Woodstock	62	9 562	669	175	2 385	**12 853**	(12 324)
Miramichi	35 573	6 479	520	703	2 300	**45 575**	(39 762)
Bathurst	27 844	5 992	2 294	1 602	4 290	**42 022**	(49 384)
Edmundston *	0	1 243	0	1 001	4 695	**6 939**	(43 704)
Campbellton **	0	5 209	343	205	2 041	**7 797**	(9 426)
Sous-totaux	**410 282**	**69 940**	**14 345**	**16 093**	**34 615**	**545 275**	(502 418)
Avocat contractuel* *(La ventilation des coûts figure dans les notes des états financiers du projet fédéral.)*						**0**	(20 269)
Publicité et relations publiques						**2 569**	(2 745)
Frais bancaires						**1 800**	(1 800)
Avantages sociaux des employés						**38 693**	(33 507)
Informatique						**25 431**	(2 848)
Assurances						**563**	(1 371)
Enregistrement des priviléges						**5 330**	(3 689)
Divers						**6 777**	(6 648)
Ameublement et matériel de bureau et réparations						**26 559**	(25 372)
Imprimerie et publications						**9 994**	(8 694)
Perfectionnement professionnel						**4 533**	(525)
Services professionnels						**8 720**	(0)
Sécurité						**3 193**	(3 801)
Traduction						**1 387**	(961)
Déplacements						**14 855**	(23 646)
Frais de déménagement						**13 880**	(0)
CPAJ						**23 202**	(0)
Total des frais d'administration sans la TVH recouvrable						**732 761**	(638 294)
Plus la TVH recouvrable						**19 058**	(16 689)
Total des frais d'administration						**751 819**	(654 983)

* *Dans la région d'Edmundston, de nombreux coûts ont été imputés au budget du projet fédéral en raison de la présence de l'avocat de service en titre.*

** *Dans la région de Campbellton, les traitements sont imputés au budget des Services d'aide juridique en droit de la famille car on n'y trouve qu'un seul employé de soutien.*

Ventilation des dépenses de l'Aide juridique

3.03

Comptes généraux des certificats en matière criminelle		49,9%
Comptes généraux des avocats de service en matière criminelle		17,1%
Avocats désignés par le tribunal		0,4%
Appels de personnes en détention (appels Brydges)		2,0%
Dépenses du projet fédéral		5,9%
Traitements et avances sur honoraires	18,4%	
Frais d'administration	6,3%	24,7%
Total		100,0%

Contributions des clients, privilèges et frais recouvrés

3.04

Régions	Contributions des clients ($)		Privilèges ($)	Coûts ($)	Total des privilèges et des coûts recouvrés ($)		Grands totaux ($)	
	2002-2003	2001-2002	2002-2003	2002-2003	2002-2003	2001-2002	2002-2003	2001-2002
Région 1 - Saint-Jean	5 413	(5 600)	676	0	676	(1 118)	6 089	(6 718)
Région 2 - Moncton	9 900	(9 755)	8 400	0	8 400	(11 361)	18 300	(21 116)
Région 3 - Fredericton	6 448	(7 000)	2 711	0	2 711	(4 929)	9 158	(11 929)
Région 4 - Woodstock	5 300	(3 095)	724	0	724	(918)	6 024	(4 013)
Région 5 - Miramichi	4 175	(4 975)	5 085	0	5 085	(1 153)	9 260	(6 128)
Région 6 - Bathurst	4 285	(5 320)	6 791	0	6 791	(3 947)	11 076	(9 267)
Région 7 - Edmundston	11 430	(10 785)	0	0	0	(8 636)	11 430	(19 421)
Région 8 - Campbellton	1 755	(4 032)	1 441	0	1 441	(5 350)	3 196	(9 382)
Totaux	**48 706**	**(50 562)**	**25 828**	**0**	25 828	(37 412)	74 534	(87 974)

PARTIE IV
ENTENTE FÉDÉRALE-PROVINCIALE
AU SUJET DE L'AIDE JURIDIQUE EN MATIÈRE CRIMINELLE

4.01

En janvier 1973, le gouvernement provincial a conclu une entente de partage des coûts avec le gouvernement du Canada. En vertu de cette entente, le gouvernement provincial a reçu les sommes suivantes du gouvernement fédéral :

1985 - 1986	919 792 $
1986 - 1987	927 390
1987 - 1988	1 076 347
1988 - 1989	1 162 519
1989 - 1990	1 320 901
1990 - 1991	899 279
1991 - 1992	1 222 006
1992 - 1993	1 229 150
1993 - 1994	1 253 856
1994 - 1995	985 324
1995 - 1996	1 208 580
1996 - 1997	1 210 029
1997 - 1998	1 256 047
1998 - 1999	1 363 165
2000 - 2001	1 401 200
2001 - 2002	1 724 259
2002 - 2003	1 750 141

PARTIE V
CONCLUSION

Les états financiers du fonds de l'Aide juridique, qui ont été préparés par le Bureau du vérificateur général pour l'année terminée le 31 mars 2003, sont joints au présent rapport.

Le tout respectueusement soumis.

E. Emerson Mills, c.r.
Président
Barreau du Nouveau-Brunswick

ÉTATS FINANCIERS

AIDE JURIDIQUE DU NOUVEAU-BRUNSWICK

FONDS D'AIDE JURIDIQUE (MATIÈRE CRIMINELLE)

31 MARS 2003

Office of the
Auditor General

Bureau du
vérificateur général

New
Nouveau Brunswick

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

Ministre de la Justice et Procureur général
Province du Nouveau-Brunswick
et
le Conseil du Barreau du Nouveau-Brunswick

J'ai vérifié le bilan du Fonds d'aide juridique (matière criminelle) du Barreau du Nouveau-Brunswick au 31 mars 2003 et l'état des résultats et de l'excédent de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de l'aide juridique du Nouveau-Brunswick. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière du Fonds au 31 mars 2003, ainsi que des résultats de ses activités pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Le vérificateur général adjoint,

K D Robinson

K. D. Robinson, c.a.

Fredericton (N.-B.)
le 4 juin 2003

AIDE JURIDIQUE DU NOUVEAU-BRUNSWICK
FONDS D'AIDE JURIDIQUE (MATIÈRE CRIMINELLE)
BILAN
31 MARS 2003

	2003	2002
ACTIF		
Actif à court terme		
Encaisse	1 035 465 $	1 018 081 $
Débiteurs (note 2)	237 808	212 192
Somme à recevoir du Fonds d'aide juridique (droit de la famille/services juridiques)	-	200 000
	1 273 273 $	1 430 273 $
PASSIF ET EXCÉDENT		
Passif à court terme		
Créditeurs	1 171 440 $	1 201 474 $
Excédent	101 833	228 799
	1 273 273 $	1 430 273 $

Élément de passif éventuel (note 6)

Approuvé

Directeur provincial (par intérim)

AIDE JURIDIQUE DU NOUVEAU-BRUNSWICK
FONDS D'AIDE JURIDIQUE (MATIÈRE CRIMINELLE)
ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'EXCÉDENT
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2003

	Budget 2003	Actual 2003	Actual 2002
RECETTES			
Province du Nouveau-Brunswick	2 549 000 $	2 549 000 $	2 523 067 $
Ministère de la Justice - Canada (note 3)	165 348	151 441	54 872
Coûts recouvrés des privilèges	43 000	25 828	37 412
Quotes-parts des clients	50 000	48 706	50 562
Intérêt	60 000	36 229	49 108
Revenus divers (note 4)	-	20 000	-
	2 867 348	2 831 204	2 715 021
DÉPENSES			
Honoraires et débours de certificats	1 391 305	1 475 227	1 447 256
Honoraires et débours d'avocats de service	573 913	505 487	575 413
Accords de partage des coûts (note 3)	143 781	174 375	44 868
Appels de détenus	37 391	59 875	28 025
Honoraires et débours d'avocats commis d'office	17 391	10 445	9 147
	2 163 781	2 225 409	2 104 709
Dépenses administratives			
Traitements et frais connexes	436 000	448 975	383 324
Location de bureaux	81 000	73 133	72 023
Téléphone	35 000	34 615	34 551
Impression et fournitures de bureau	30 000	26 087	31 526
Frais postaux	12 000	14 345	12 400
Frais de déplacement	22 000	14 855	23 178
Perfectionnement professionnel et formation	1 000	4 533	526
Ameublement et matériel de bureau	10 000	8 910	10 215
Location de matériel et contrats de service	16 000	17 649	15 077
Publicité	2 500	2 569	2 745
Assurance	1 400	563	914
Frais recouvrables d'enregistrement de privilèges	4 000	5 330	3 689
Divers	9 000	8 577	6 593
Traduction	4 000	1 387	961
Amélioration informatique	15 000	25 431	2 851
Services professionnels	2 000	8 720	-
Frais de déménagement	-	13 880	1 856
Autres dépenses (note 4)	-	23 202	-
	680 900	732 761	602 429
Dépenses totales	2 844 681	2 958 170	2 707 138
EXCÉDENT (DÉFICIT) DES RECETTES SUR LES DÉPENSES	22 667 $	(126 966)	7 883
Excédent, début de l'exercice		228 799	220 916
EXCÉDENT, fin de l'exercice		101 833 $	228 799 $

AIDE JURIDIQUE DU NOUVEAU-BRUNSWICK
FONDS D'AIDE JURIDIQUE (MATIÈRE CRIMINELLE)
NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
31 MARS 2003

1. Mission de l'organisation

L'aide juridique du Nouveau-Brunswick offre des services d'aide juridique en matière criminelle aux résidents de la province qui ne pourraient se payer les services d'un avocat autrement. Ces services sont financés au moyen de subventions du ministère de la Justice.

2. Débiteurs

Les débiteurs comprennent des montants dont la perception est probable dans un proche avenir. En raison de l'incertitude associée à la perception de ceux-ci, les montants qui pourraient être perçus ultérieurement provenant de privilèges enregistrés contre des biens ou provenant de coûts et de recouvrements sont comptabilisés uniquement lorsqu'ils sont perçus.

Les montants dus au Fonds au 31 mars 2003 provenant de privilèges totalisaient 962 674 $ (2002 – 885 333 $). Ces montants seront perçus seulement si, et lorsque, les biens ayant des privilèges enregistrés contre eux seront vendus.

3. Ententes de financement de projets

Au cours du présent exercice, l'aide juridique du Nouveau-Brunswick fut impliqué dans trois ententes de financement de projets avec le ministre fédéral de la Justice.

Projet de tribunal pour les personnes atteintes de maladie mentale

L'entente couvrait une partie des coûts d'un projet visant à offrir des services d'aide juridique et d'avocats de service durant l'étape de la mise en œuvre à Saint John d'un projet de tribunal pour les personnes atteintes de maladie mentale. Il est prévu que le projet permettra d'améliorer l'intervention des tribunaux et du système d'aide juridique à l'égard des personnes atteintes de maladie mentale qui contreviennent à la loi. L'entente couvrait la période allant du 1er octobre 2001 au 31 mars 2003. Le gouvernement fédéral a contribué une somme de 39 200 $ pendant la durée de l'entente, soit 25 400 $ durant l'exercice en cours et 13 800 $ en 2001-2002.

Pour la période terminée le 31 mars 2003, l 'aide juridique du Nouveau-Brunswick a inscrit, aux recettes et aux dépenses, les montants de 25 400 $ et de 26 588 $ respectivement.

Projet d'avocats bilingues

L'entente couvrait une partie des frais d'un projet qui prévoit la présence d'un avocat bilingue à l'emploi de l'aide juridique dans les régions d'Edmundston et de Grand-Sault au Nouveau-Brunswick. Le projet a pour but d'améliorer l'efficacité des tribunaux criminels ainsi que d'accroître l'accessibilité et la disponibilité aux services d'aide juridique des personnes accusées d'actes criminels dans ces régions. L'entente couvrait la période allant du 1er décembre 2001 au 31 mars 2003. Le gouvernement fédéral a contribué une somme de 157 000 $ pendant la durée de l'entente, soit 115 928 $ durant l'exercice en cours et 41 072 $ en 2001-2002.

3. Ententes de financement de projets (suite)

Pour la période terminée le 31 mars 2003, l'aide juridique du Nouveau-Brunswick a inscrit, aux recettes et aux dépenses, les montants de 115 928 $ et de 145 572 $ respectivement.

Accord sur les procès

L'entente couvrait les coûts des frais juridiques d'un cas spécifique en matière criminelle. L'entente couvrait la période allant du 1er mars 2002 au 31 mars 2003 et la contribution maximale du gouvernement fédéral était de 11 000 $, La contribution réelle de celui-ci, au cours de la durée de cette entente, fut de 10 113 $.

Pour la période terminée le 31 mars 2003, l'aide juridique du Nouveau-Brunswick a inscrit, aux recettes et aux dépenses, les montants de 10 113 $ et 2 215 $ respectivement (0 $ et 8 455 $ en 2002),

4. Subvention additionnelle

L'aide juridique du Nouveau-Brunswick à accueilli l'assemblée annuelle de l'Association des régimes d'aide juridique du Canada. Une somme totalisant 20 000 $ en aide financière fut reçue de la part du Barreau du Nouveau-Brunswick, de la Fondation pour l'avancement du droit du Nouveau-Brunswick, ainsi que de la province du Nouveau-Brunswick. Le total des dépenses encourues pour ce projet fut de 23 202 $.

5. Subvention fédérale

Selon les accords de partage des coûts entre les gouvernements provincial et fédéral, le ministère de la Justice provincial présente à chaque exercice, au gouvernement canadien, une demande de recouvrement d'une partie des dépenses engagées par l'aide juridique du Nouveau-Brunswick pour la prestation de services d'aide juridique en matière criminelle adulte et en matière criminelle chez les jeunes contrevenants.

6. Élément de passif éventuel

Au 31 mars 2003, 699 certificats d'aide juridique délivrés à des demandeurs admissibles n'avaient pas été exécutés. Le coût d'exécution de ces certificats est estimé à 538 682 $. Aucune provision n'a été faite pour ce passif éventuel dans les présents états financiers.

AIDE JURIDIQUE EN MATIÈRE DE DROIT DE LA FAMILLE
DU 1 er AVRIL 2002 AU 31 MARS 2003

PARTIE I
AIDE JURIDIQUE FOURNIE EN DROIT DE LA FAMILLE

1,01 Certificats en droit de la famille

Régions	Demandes		
	Reçues	Rejetées ou retirées	Certificats délivrés
Région 1 - Saint-Jean	48	11	37
	(47)	(3)	(44)
Région 2 - Moncton	46	21	25
	(54)	(14)	(40)
Région 3 - Fredericton	19	4	15
	(18)	(4)	(14)
Région 4 - Woodstock	18	2	16
	(47)	(8)	(39)
Région 5 - Miramichi	14	5	9
	(3)	(1)	(2)
Région 6 - Bathurst	40	11	29
	(48)	(12)	(36)
Région 7 - Edmundston	6	1	5
	(1)	(1)	(0)
Région 8 - Campbellton	0	0	0
	(7)	(5)	(2)
Totaux	**191**	**55**	**136**
	(225)	**(48)**	**(177)**

Ventilation selon le genre de certificat délivré

1.02

Régions	Tutelle	Modification du soutien	Totaux
Région 1 - Saint-Jean	20	17	37
Région 2 - Moncton	19	6	25
Région 3 - Fredericton	12	3	15
Région 4 - Woodstock	0	16	16
Région 5 - Miramichi	6	3	9
Région 6 - Bathurst	15	14	29
Région 7 - Edmundston	5	0	5
Région 8 - Campbellton	0	0	0
Totaux	**77**	**59**	**136**
	(72)	(105)	(177)

Certificats payés en droit de la famille

1.03

Voici la ventilation des certificats d'aide juridique en droit de la famille qui ont été payés pendant la période visée par le présent rapport dans chacune des régions de la province :

Régions	Honoraires ($)	Débours et déplacements ($)	Totaux sans la TVH ($)	Nombre de certificats	Coûts par dossier ($)
Région 1 - Saint-Jean	21 264 (15 492)	158 (235)	21 422 (15 727)	40 (35)	536 (449)
Région 2 - Moncton	34 197 (50 296)	1 609 (5 299)	35 806 (55 595)	47 (59)	762 (942)
Région 3 - Fredericton	11 066 (10 235)	1 597 (532)	12 663 (10 767)	19 (14)	666 (769)
Région 4 - Woodstock	7 867 (12 633)	422 (252)	7 867 (12 885)	28 (43)	281 (300)
Région 5 - Miramichi	10 600 (720)	2 567 (51)	13 167 (771)	5 (2)	2 633 (385)
Région 6 - Bathurst	59 383 (49 138)	1 876 (3 270)	61 259 (52 408)	36 (38)	1 702 (1 379)
Région 7 - Edmundston	2 757 (593)	97 (75)	2 854 (668)	5 (2)	571 (334)
Région 8 - Campbellton	17 514 (7 666)	4 207 (15)	21 721 (7 681)	3 (3)	7 240 (2 560)
Totaux **	**164 647**	**12 532**	**177 180**	**183**	968
Totaux *	(146 773)	(9 729)	(156 502)	(196)	(798)

** TVH non comprise dans le total : 25 231 $

* TVH non comprise dans le total : (22 694 $)

** Sept dossiers à coûts élevés (de plus de 5 000 $, TVH incluse) d'une valeur totale de 58 834 $ (TVH non comprise) sont inclus dans ce total.

* Quatre dossiers à coûts élevés (de plus de 5 000 $, TVH incluse) d'une valeur totale de 26 949 $ (TVH non comprise) sont inclus dans ce total.

Analyse des certificats payés selon le genre d'aide

1.04

Régions	Tutelle			Modification du soutien			Tous les certificats	
	Nombre	Coûts	Coûts par dossier	Nombre	Coûts	Coûts par dossier	Nombre	Coûts totaux
Région 1 – Saint-Jean	20	14 607	730	20	6 815	341	40	21 422
Région 2 – Moncton	34	30 484	897	13	5 322	409	47	35 806
Région 3 – Fredericton	13	9 964	766	6	2 699	450	19	12 663
Région 4 – Woodstock	3	1 514	505	25	6 775	271	28	8 288
Région 5 – Miramichi	5	13 167	2 633	0	0	0	5	13 167
Région 6 – Bathurst	23	56 178	2 443	13	5 081	391	36	61 259
Région 7 – Edmundston	5	2 854	571	0	0	0	5	2 854
Région 8 – Campbellton	3	21 721	7 240	0	0	0	3	21 721
Totaux	**106**	**150 488**	**1 420**	**77**	**26 692**	**347**	**183**	**177 180**
	(89)	(119 165)	(1 339)	(107)	(37 337)	(348)	(196)	(156 502)
TVH non comprise dans les totaux		**21 392**			**3 849**			**25 231** (22 694)

Personnes qui ont reçu de l'aide d'un avocat de service en matière familiale

1.05

Régions	Nombre	Honoraires ($)
Région 1 – Saint-Jean	0 0	0 0
Région 2 – Moncton	0 (1)	0 (3 415)
Région 3 – Fredericton	1 0	383 0
Région 4 – Woodstock	0 0	0 0
Région 5 – Miramichi	0 0	0 0
Région 6 – Bathurst	0 (21)	0 (866)
Région 7 – Edmundston	0 0	0 0
Région 8 – Campbellton	0 0	0 0
Totaux	1	383
	(22)	(4 281)

PARTIE II
DONNÉES POUR L'ÉVALUATION DU RENDEMENT ET POUR LES CALCULS D'AIDE JURIDIQUE EN DROIT DE LA FAMILLE

2.01

Entente de réciprocité

L'Aide juridique du Nouveau-Brunswick est signataire d'une entente nationale entre les provinces en vertu de laquelle des services juridiques sont offerts aux requérants admissibles qui résident dans une autre province et qui en ont besoin au Nouveau-Brunswick. Inversement, le Nouveau-Brunswick oriente les requérants admissibles qui résident dans la province et qui ont besoin de services dans une autre province. Les coûts des services sont payés par la province qui les fournit.

Administration pratiquant la réciprocité	À destination		En provenance	
Nouveau-Brunswick	0	(0)	0	(0)
Nouvelle-Écosse	0	(0)	0	(0)
Île-du-Prince-Édouard	0	(0)	0	(0)
Terre-Neuve	0	(1)	0	(0)
Québec	3	(0)	1	(2)
Ontario	0	(3)	0	(0)
Manitoba	0	(0)	0	(0)
Saskatchewan	0	(0)	0	(0)
Alberta	0	(0)	0	(0)
Colombie-Britannique	0	(0)	0	(0)
Yukon	0	(0)	0	(0)
Territoires du Nord-Ouest	0	(0)	0	(0)
Nunavut	0	(0)	0	(0)
Totaux	**3**	**(4)**	**1**	**(2)**

2.02

Contributions, recouvrements et privilèges

Régions	Contributions ($)		Recouvrements ($)		Privilèges ($)	
Région 1 – Saint-Jean	200	(150)	0	(0)	227	(1 733)
Région 2 – Moncton	350	(502)	0	(0)	3 586	(3 026)
Région 3 – Fredericton	325	(130)	0	(0)	0	(656)
Région 4 – Woodstock	393	(965)	0	(0)	266	(570)
Région 5 – Miramichi	400	(0)	0	(0)	0	(0)
Région 6 – Bathurst	600	(25)	0	(0)	895	(2 550)
Région 7 – Edmundston	200	(0)	0	(0)	0	(530)
Région 8 – Campbellton	0	(0)	0	(0)	0	(199)
Totaux	**2 468**	**(1 772)**	**0**	**(0)**	**4 974**	**(9 264)**

ÉTATS FINANCIERS

AIDE JURIDIQUE DU NOUVEAU-BRUNSWICK

FONDS D'AIDE JURIDIQUE (DROIT DE LA FAMILLE)

31 MARS 2003

Office of the
Auditor General

Bureau du
vérificateur général

New
Nouveau Brunswick

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

Ministre de la Justice et Procureur général
Province du Nouveau-Brunswick
et
le Conseil du Barreau du Nouveau-Brunswick

J'ai vérifié le bilan du Fonds d'aide juridique (droit de la famille) du Barreau du Nouveau-Brunswick au 31 mars 2003 et l'état des résultats et de l'excédent de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière du Fonds au 31 mars 2003, ainsi que des résultats de ses activités pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Le vérificateur général adjoint,

K D Robinson

K. D. Robinson, c.a.

Fredericton (N.-B.)
le 4 juin 2003

AIDE JURIDIQUE DU NOUVEAU-BRUNSWICK
FONDS D'AIDE JURIDIQUE (DROIT DE LA FAMILLE)
BILAN
31 MARS 2003

	2003	2002
ACTIF		
Actif à court terme		
Encaisse	209 351 $	242 574 $
Débiteurs (note 2)	18 953	13 234
	228 304 $	255 808 $
PASSIF ET EXCÉDENT		
Passif à court terme		
Créditeurs	40 635 $	53 240 $
Excédent	187 669	202 568
	228 304 $	255 808 $

Élément de passif éventuel (note 4)

Approuvé

Directeur provincial (par intérim)

AIDE JURIDIQUE DU NOUVEAU-BRUNSWICK
FONDS D'AIDE JURIDIQUE (DROIT DE LA FAMILLE)
ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'EXCÉDENT
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2003

	Budget 2003	Réel 2003	Réel 2002
RECETTES			
Fondation pour l'avancement du droit du Nouveau-Brunswick (note 3)	150 000 $	150 000 $	150 000 $
Coûts recouvrés des privilèges	15 000	4 974	9 264
Quotes-parts des clients	2 000	2 468	1 772
Autre	8 250	5 742	5 241
	175 250	163 184	166 277
DÉPENSES			
Honoraires et débours de certificats	156 522	177 180	156 502
Honoraires et débours d'avocats de services	5 217	383	4 281
	161 739	177 563	160 783
Charges administratives			
Frais recouvrables d'enregistrement de privilèges	957	495	935
Services professionnels	2 000	-	-
Impression et fournitures de bureau	1 478	25	112
Divers	783	-	-
	166 957	178 083	161 830
EXCÉDENT (DÉFICIT) DES RECETTES SUR LES DÉPENSES	8 293 $	(14 899)	4 447
Excédent, début de l'exercice		202 568	198 121
EXCÉDENT, fin de l'exercice		187 669 $	202 568 $

AIDE JURIDIQUE DU NOUVEAU-BRUNSWICK
FONDS D'AIDE JURIDIQUE (DROIT DE LA FAMILLE)
NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
31 MARS 2003

1. Mission de l'organisation

L'aide juridique du Nouveau-Brunswick offre certains services d'aide juridique en matière de droit de la famille à des résidents de la province qui ne pourraient se payer les services d'un avocat autrement. Les *certificats* pour ces services sont financés par la Fondation pour l'avancement du droit du Nouveau-Brunswick. Le 1er avril 2001, le ministère de la Justice a transféré à l'aide juridique du Nouveau-Brunswick la responsabilité de la gestion et de la prestation de tous les services juridiques et parajuridiques dans le domaine de l'aide juridique en matière de droit de la famille. Ces *services juridiques* sont financés par des subventions du ministère de la Justice et sont reportés dans des états financiers séparés.

2. Débiteurs

Les débiteurs comprennent des montants dont la perception est probable dans un proche avenir. Les montants qui pourraient être perçus ultérieurement provenant de privilèges enregistrés contre des biens ou provenant de coûts et de recouvrements sont comptabilisés uniquement lorsqu'ils sont perçus en raison de l'incertitude associée à la perception de ces montants.

Les montants dus au Fonds au 31 mars 2003 provenant de privilèges totalisaient 341 688 $ (2002 – 331 054 $). Ces montants seront perçus seulement si, et lorsque, les biens ayant des privilèges enregistrés contre eux seront vendus.

3. Subvention de la Fondation pour l'avancement du droit du Nouveau-Brunswick

Le Conseil de la Fondation a consenti à fournir sur une base annuelle un montant maximum de 150 000 $ ou 50 % de la subvention disponible, le moindre de ces deux montants étant retenu, pour une période de trois ans commençant au cours de l'année se terminant le 31 mars 2001.

4. Élément de passif éventuel

Les certificats donnant droit à des services d'aide juridique en matière de droit de la famille délivrés aux demandeurs sont d'un montant maximum de 1 000 $ chacun, bien que le montant réellement payé pour chaque certificat puisse être inférieur à 1 000 $. Le montant à être payé durant des périodes ultérieures pour les certificats délivrés et non exécutés au 31 mars 2003 est estimé à 17 828 $. Aucune provision n'a été faite dans les présents états financiers pour cet élément de passif éventuel. Selon les documents de l'aide juridique, 139 certificats délivrés en matière de droit de la famille n'avaient pas été exécutés au 31 mars 2003. Les montants qui seront payés ultérieurement pour chaque certificat seront comptabilisés à titre de dépense de l'exercice durant lequel le certificat sera payé.

AIDE ET SERVICES JURIDIQUES EN MATIÈRE DE DROIT DE LA FAMILLE
DU 1 er AVRIL 2002 AU 31 MARS 2003

PARTIE I
AIDE JURIDIQUE FOURNIE EN DROIT DE LA FAMILLE

1,01 Certificats en droit de la famille

Régions	Demandes		
	Reçues	Rejetées ou retirées	Certificats délivrés
Région 1 – Saint-Jean	33	5	28
	(28)	(6)	(22)
Région 2 – Moncton	36	12	24
	(33)	(15)	(18)
Région 3 – Fredericton	14	5	9
	(11)	(3)	(8)
Région 4 – Woodstock	7	1	6
	(6)	(0)	(6)
Région 5 – Miramichi	9	4	5
	(9)	(2)	(7)
Région 6 – Bathurst	44	16	28
	(33)	(7)	(26)
Région 7 – Edmundston	3	1	2
	(0)	(0)	(0)
Région 8 – Campbellton	7	1	6
	(5)	(4)	(1)
Totaux	**153**	**45**	**108**
	(125)	(37)	(88)

Certificats délivrés selon le genre d'aide

1.02

Régions	Certificats délivrés						Totaux
	Garde provisoire	Prorogation de la garde	Ordonnance de surveillance	Examen de la tutelle	Appel	Avis juridique	
Région 1 – Saint-Jean	16	7	2	1	1	1	**28**
Région 2 – Moncton	13	2	6	2	1	0	**24**
Région 3 – Fredericton	8	0	0	0	1	0	**9**
Région 4 – Woodstock	4	1	0	0	1	0	**6**
Région 5 – Miramichi	4	1	0	0	0	0	**5**
Région 6 – Bathurst	21	0	5	1	1	0	**28**
Région 7 – Edmundston	0	2	0	0	0	0	**2**
Région 8 – Campbellton	2	2	2	0	0	0	**6**
Totaux	**68**	**15**	**15**	**4**	**5**	**1**	**108**

Certificats payés pour des services rendus en droit de la famille

1.03

Régions	Honoraires ($)	Débours ($)	Totaux sans la TVH ($)	Nombre de certificats	Coûts par certificat ($)
Région 1 – Saint-Jean	14 603 (13 220)	35 (96)	14 638 (13 316)	29 (24)	505 (555)
Région 2 – Moncton	15 969 (10 984)	301 (337)	16 270 (11 321)	26 (20)	626 (566)
Région 3 – Fredericton	5 198 (13 914)	106 (340)	5 304 (14 254)	7 (10)	758 (1 425)
Bureau central de Fredericton*	s. o.	s. o.	6 775	s. o.	s. o.
Région 4 – Woodstock	4 429 (2 212)	98 (23)	4 527 (2 235)	9 (7)	503 (319)
Région 5 – Miramichi	4 868 (4 259)	48 (69)	4 917 (4 328)	5 (8)	983 (541)
Région 6 – Bathurst	34 992 (31 708)	1 134 (2 013)	36 126 (33 721)	25 (23)	1 445 (1 466)
Région 7 – Edmundston	0 (3 592)	0 (929)	0 (4 521)	0 (1)	0 (4 521)
Région 8 – Campbellton	10 584 (4 409)	204 (449)	10 788 (4 858)	5 (2)	2 158 (2 429)
Totaux ***	**90 643**	**1 927**	**99 345**	**106**	**937**
Totaux de l'année précédente**	(84 298)	(4 256)	(88 554)	(95)	(932)

*** TVH non comprise dans le total 13 530 $
** TVH non comprise dans le total (12 984 $)

*** *Un dossier à coûts élevés (de plus de 5 000 $, TVH incluse) d'une valeur totale de 4 703 $ (TVH non comprise) est inclus dans ce total.*

** *Un dossier à coûts élevés (de plus de 5 000 $, TVH incluse) d'une valeur totale de 5 706 $ (TVH non comprise) est inclus dans ce total.*

* *Ces chiffres correspondent à des totaux dont la région de provenance est inconnue; ils sont ajoutés aux dépenses du bureau central pour les besoins du rapport de cette année.*

Dépenses au titre des certificats selon le genre d'aide

1.04

Genres d'aide	Nombre de dossiers	Total des honoraires et des débours ($)	Coûts par dossier ($)
Garde provisoire	68 (53)	60 435 (38 502)	889 (726)
Prorogation de la garde	16 (13)	13 960 (8 226)	873 (633)
Ordonnance de surveillance	14 (15)	14 854 (16 127)	1 061 (1 075)
Examen de la tutelle	3 (6)	906 (10 990)	302 (1 832)
Appel	4 (8)	2 134 (14 709)	533 (1 839)
Avis juridique	1 (0)	281 (0)	281 (0)
Inconnu*	s. o.	6 775	s. o.
Totaux	**105**	**99 345**	**946**
Totaux de l'année précédente	(95)	(88 554)	(932)

** Correspond aux dépenses précédemment imputées au bureau central.*

Dépenses au titre des certificats selon le genre d'aide et la région

1.05

Genres d'aide	Région 1 Saint-Jean	Région 2 Moncton	Région 3 Fredericton	Région 4 Woodstock	Région 5 Miramichi	Région 6 Bathurst	Région 7 Edmundston	Région 8 Campbellton
Garde provisoire								
Nombre	17	15	7	7	2	18	0	2
Coûts	6 669	8 866	5 304	4 015	452	26 932	0	8 197
Coûts/dossier	392	591	758	574	226	1 496	0	4 099
Prorogation de la garde								
Nombre	7	3	0	1	2	1	0	2
Coûts	6 317	2 788	0	147	2 128	54	0	2 527
Coûts/dossier	902	929	0	147	1 064	54	0	1 264
Ordonnance de surveillance								
Nombre	2	6	0	0	1	4	0	1
Coûts	631	3 893	0	0	2 338	7 929	0	63
Coûts/dossier	316	649	0	0	2 338	1 982	0	63
Tutelle								
Nombre	2	1	0	0	0	0	0	0
Coûts	740	166	0	0	0	0	0	0
Coûts/dossier	370	166	0	0	0	0	0	0
Appel								
Nombre	0	1	0	1	0	2	0	0
Coûts	0	557	0	366	0	1 211	0	0
Coûts/dossier	0	557	0	366	0	606	0	0
Avis juridique								
Nombre	1	0	0	0	0	0	0	0
Coûts	281	0	0	0	0	0	0	0
Coûts/dossier	281	0	0	0	0	0	0	0

1.06

Personnes qui ont reçu l'aide d'un avocat de service en droit de la famille

Régions	Nombre	Honoraires ($)
Région 1 – Saint-Jean	27	13 115
Région 2 – Moncton	4	14 052
Région 3 – Fredericton	13	10 985
Région 4 – Woodstock	2	4 590
Région 5 – Miramichi	3	6 940
Région 6 – Bathurst	14	8 641
Région 7 – Edmundston	17	9 817
Région 8 – Campbellton	11	3 443
Totaux **	**91**	**71 583**

** TVH non incluse dans le total : 9 227 $

1.07

Dépenses pour les avocats substituts

Régions	Honoraires ($)	Débours et déplacements	Totaux sans la TVH ($)	Nombre de certificats	Coûts par certificat ($)
Région 1 – Saint-Jean	9 998	40	10 038	29	346
Région 2 – Moncton	13 379	5 570	18 949	28	677
Région 3 – Fredericton	25 954	7 859	33 813	54	626
Région 4 – Woodstock	5 772	243	6 015	16	376
Région 5 – Miramichi	8 769	1 434	10 203	25	408
Région 6 – Bathurst	5 277	843	6 120	8	765
Région 7 – Edmundston	14 492	1 185	15 677	43	365
Région 8 – Campbellton	14 465	513	14 977	23	651
Totaux **	**98 106**	**17 686**	**115 792**	**226**	**512**

** TVH non incluse dans les totaux : 15 800 $

PARTIE II
DONNÉES POUR LES BESOINS DE L'ÉVALUATION DU RENDEMENT ET DES CALCULS DES SERVICES D'AIDE JURIDIQUE EN DROIT DE LA FAMILLE

2,01 Frais d'administration

Régions	Traitements	Loyer, services publics, assurances, démarrage	Fournitures	Téléphone	Totaux
Saint-Jean	33 894	20 606	799	1 936	57 234
Moncton*	31 402	53 506	1 993	1 920	88 821
Fredericton (bureau central)	31 945	16 493	1 200	2 056	51 694
Woodstock	32 927	8 063	212	541	41 742
Miramichi	-	-	156	183	338
Bathurst	32 045	5 982	121	-	38 149
Edmundston	24 667	12 666	476	-	37 811
Campbellton	35 742	5 311	1 467	568	43 089
Totaux	**222,623 $**	**122,629 $**	**6,424 $**	**7,203 $**	**358,879 $**

Avantages sociaux des employés	24 752
Entretien et mise à niveau du matériel informatique	8 683
Ameublement et matériel de bureau et réparations	13 220
Services professionnels	23 981
Signification des documents	3 080
Documents divers – Services aux tribunaux	2 111
Déplacements	1 318
Frais de déménagement	2 150
Autres (total des comptes inférieurs à 2 000 $)	11 859
Total	**450 032 $**
Plus :	
Déplacements des avocats contractuels	5 345
Débours et honoraires des avocats contractuels	28 768
	484 145 $

* *Comprend les coûts du démarrage du nouveau bureau.*

Entente de réciprocité

2.02

L'Aide juridique du Nouveau-Brunswick est signataire d'une entente nationale entre les provinces en vertu de laquelle des services juridiques sont offerts aux requérants admissibles qui résident dans une autre province et qui en ont besoin au Nouveau-Brunswick. Inversement, le Nouveau-Brunswick oriente les requérants admissibles qui résident dans la province et qui ont besoin de services dans une autre province. Les coûts des services sont payés par la province qui les fournit.

Administration pratiquant la réciprocité	À destination		En provenance	
Nouvelle-Écosse	3	(4)	4	(15)
Île-du-Prince-Édouard	0	(0)	0	(0)
Terre-Neuve	1	(0)	0	(1)
Québec	8	(9)	14	(12)
Ontario	4	(11)	6	(10)
Manitoba	1	(0)	0	(0)
Saskatchewan	0	(0)	0	(0)
Alberta	0	(3)	0	(5)
Colombie-Britannique	1	(0)	2	(3)
Yukon	0	(0)	0	(0)
Territoires du Nord-Ouest	0	(0)	0	(0)
Nunavut	0	(0)	0	(0)
Totaux	**18**	**(27)**	**26**	**(46)**

Contributions, recouvrements et privilèges

2.03

Régions	Contributions et recouvrements ($)		Coûts recouvrés ($)		Privilèges ($)	
Région 1 - Saint-Jean	150	(0)	0	(0)	677	(0)
Région 2 - Moncton	175	(250)	0	(0)	0	(0)
Région 3 - Fredericton	50	(3 027)	0	(0)	0	(883)
Région 4 - Woodstock	(30)	(210)	0	(0)	471	(0)
Région 5 - Miramichi	150	(150)	0	(0)	0	(0)
Région 6 - Bathurst	570	(250)	0	(0)	0	(0)
Région 7 - Edmundston	50	(0)	0	(0)	0	(0)
Région 8 - Campbellton	50	(0)	0	(0)	0	(0)
Totaux	**1 165**	**(3 887)**	**0**	**(0)**	**1 147**	**(883)**

ÉTATS FINANCIERS

AIDE JURIDIQUE DU NOUVEAU-BRUNSWICK

FONDS D'AIDE JURIDIQUE (DROIT DE LA FAMILLE/SERVICES JURIDIQUES)

31 MARS 2003

Office of the
Auditor General

Bureau du
vérificateur général

New
Nouveau Brunswick

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

Ministre de la Justice et Procureur général
Province du Nouveau-Brunswick
et
le Conseil du Barreau du Nouveau-Brunswick

J'ai vérifié le bilan du Fonds d'aide juridique (droit de la famille/services juridiques) du Barreau du Nouveau-Brunswick au 31 mars 2003 et l'état des résultats et de l'excédent de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière du Fonds au 31 mars 2003, ainsi que des résultats de ses activités pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Le vérificateur général adjoint,

K D Robinson

K. D. Robinson, c.a.

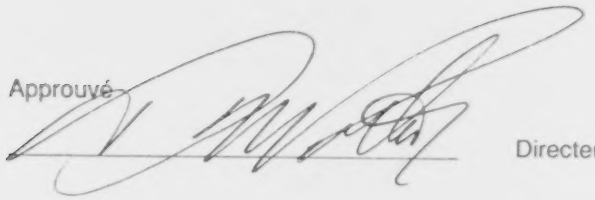
Fredericton (N.-B.)
le 4 juin 2003

AIDE JURIDIQUE DU NOUVEAU-BRUNSWICK
FONDS D'AIDE JURIDIQUE (DROIT DE LA FAMILLE/SERVICES JURIDIQUES)
BILAN
31 MARS 2003

	2003	2002
ACTIF		
Actif à court terme		
Encaisse	57 289 $	64 785 $
Débiteurs (note 2)	53 005	300 269
	110 294 $	365 054 $
PASSIF ET EXCÉDENT		
Passif à court terme		
Créditeurs	100 951 $	122 584 $
Somme due au Fonds d'aide juridique (matière criminelle)	-	200 000
	100 951	322 584
Excédent	9 343	42 470
	110 294 $	365 054 $

Élément de passif éventuel (note 3)

Approuvé



Directeur provincial (par intérim)

AIDE JURIDIQUE DU NOUVEAU-BRUNSWICK
FONDS D'AIDE JURIDIQUE (DROIT DE LA FAMILLE/SERVICES JURIDIQUES)
ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'EXCÉDENT
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2003

	Budget 2003	Réel 2003	Réel 2002
RECETTES			
Province du Nouveau-Brunswick	1 350 000 $	1 350 000 $	1 350 000 $
Coûts recouvrés des privilèges	1 000	1 147	883
Quotes-parts des clients	1 000	1 165	3 887
Intérêt	-	8 968	3 742
	1 352 000	1 361 280	1 358 512
DÉPENSES			
Honoraires et débours de certificats	91 304	99 345	88 555
Honoraires et débours d'avocats de service	113 043	71 583	112 750
Honoraires et débours d'avocats secondaire	121 739	115 792	126 921
Honoraires d'avocats contractuels	580 000	623 542	541 803
	906 086	910 262	870 029
Dépenses administratives			
Traitements et frais connexes	240 000	247 375	217 054
Services professionnels	-	52 749	58 060
Location de bureaux	-	122 629	42 725
Ameublement et matériel de bureau	-	9 181	31 778
Coûts de démarrage	-	-	28 467
Maintenance et amélioration informatiques	-	8 683	22 889
Frais de rénovation et de déménagement	-	2 150	-
Perfectionnement professionnel	-	1 887	-
Frais de déplacement	-	6 663	14 437
Impression et fournitures de bureau	-	6 424	12 364
Divers	-	13 674	10 161
Location de matériel et contrats de service	-	4 038	4 825
Téléphone	-	7 203	2 204
Frais de poste	-	430	595
Traduction	-	784	234
Frais recouvrables d'enregistrement de privilèges	-	275	220
Dépenses budgétaires non affectées	203 750	-	-
	443 750	484 145	446 013
Dépenses totales	1 349 836	1 394 407	1 316 042
EXCÉDENT (DÉFICIT) DES RECETTES SUR LES DÉPENSES	2 164 $	(33 127)	42 470
Excédent, début de l'exercice		42 470	-
EXCÉDENT, fin de l'exercice		9 343 $	42 470 $

AIDE JURIDIQUE DU NOUVEAU-BRUNSWICK
FONDS D'AIDE JURIDIQUE (DROIT DE LA FAMILLE/SERVICES JURIDIQUES)
NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
31 MARS 2003

1. Mission de l'organisation

L'aide juridique du Nouveau-Brunswick (droit de la famille/services juridiques) a vu le jour le 1er avril 2001. L'organisation a la responsabilité de la gestion et de la prestation de tous les services juridiques et parajuridiques dans le domaine d'aide juridique en matière de droit de la famille. Ces services sont financés au moyen de subventions du ministère de la Justice.

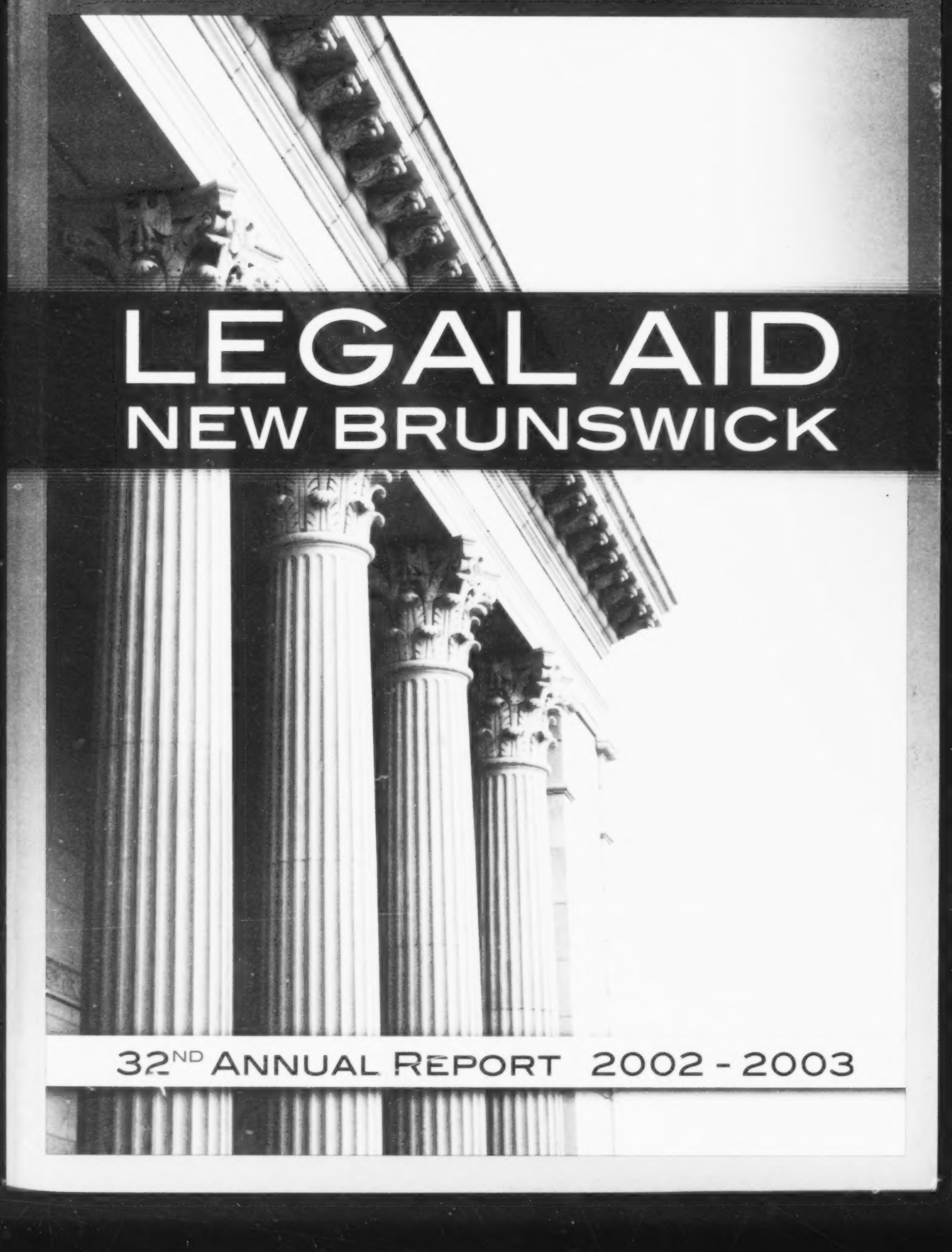
2. Débiteurs

Les débiteurs comprennent des montants dont la perception est probable dans un proche avenir. Les montants qui pourraient être perçus ultérieurement provenant de privilèges enregistrés contre des biens ou provenant de coûts et de recouvrements sont comptabilisés uniquement lorsqu'ils sont perçus en raison de l'incertitude associée à la perception de ces montants.

Les montants dus au Fonds au 31 mars 2003 provenant de privilèges totalisaient 20 154 $. Ces montants seront perçus seulement si, et lorsque, les biens ayant des privilèges enregistrés contre eux seront vendus.

3. Élément de passif éventuel

Au 31 mars 2003, 75 certificats d'aide juridique délivrés à des demandeurs admissibles n'avaient pas été exécutés. Le coût d'exécution de ces certificats est estimé à 33 458 $. Aucune provision n'a été faite pour ce passif éventuel dans les présents états financiers.



LEGAL AID NEW BRUNSWICK

32ND ANNUAL REPORT 2002 - 2003

105-03024/

LAW SOCIETY OF NEW BRUNSWICK
BARREAU DU NOUVEAU-BRUNSWICK

July 5, 2004

Honourable Bradley Green, Q.C.
Minister of Justice
Province of New Brunswick
P.O. Box 6000
Fredericton, New Brunswick
E3B 5H1

Dear Sir:

Pursuant to the provisions of Section 8 of the Legal Aid Act, I have the honour to present the 32nd Annual Report of Legal Aid New Brunswick for the year ending March 31, 2003.

Yours respectfully,

E. Emerson Mills, Q.C.
President
Law Society of New Brunswick

EEM/bw

1133, rue Regent Street
Suite/Piece 206
Fredericton, NB E3B 3Z2
telephone/telephone (506) 458-8540 facsimile/telecopieur (506) 451-1421

LAW SOCIETY OF NEW BRUNSWICK

REPORT COVERING PERIOD APRIL 1, 2002 TO MARCH 31, 2003 ON THE OPERATION OF LEGAL AID NEW BRUNSWICK

Minister of Justice
Province of New Brunswick
Centennial Building
Fredericton, New Brunswick

Dear Mr. Minister:

The Law Society of New Brunswick submits the following Report:

PART 1
GENERAL

1.01 Summary

The 2002-2003 fiscal year was the ninth year of operation of the Global Budgeting Plan. Legal Aid New Brunswick, again, received the full amount of the annual Grant at the beginning of the year. The full 40% was paid to participating lawyers at yearend. The year ended with a deficit of $126,966. Combined with an opening surplus of $228,799, the ending surplus was $101,833.

Expenditures for legal services this year were $251,032 more than the previous year. This was offset by an interim increase in Federal Funding as well as Federal funding for two projects: the Mental Health Court project in Saint John, New Brunswick ($17,560) and the Staff Duty Counsel project in Edmundston/Grand Falls, New Brunswick ($84,528).

This year was the second year of an expanded service base with Legal Aid New Brunswick now responsible for the Domestic Legal Services previously provided under the Court Services division of the Department of Justice. The year ended with a deficit of $33,127 on revenues of $1,361,280. Combined with an opening surplus of $42,470, the ending surplus was $9,343.

In the Domestic Legal Aid sector, 7 full time and 2 half time lawyers provided legal services on a contractual basis. Planned moves and renovations for the Moncton and Miramichi offices were completed enabling Legal Aid New Brunswick to be more physically accessible to clientele.

This year entailed a very high level of activity for both staff and participating lawyers with significant increases in staff work volume and a 6% increase in Criminal legal services. The co-operation, goodwill and everyone's focus on improving services to clients enabled Legal Aid New Brunswick to fulfill its commitment this year.

The format of the annual report for the 2002-2003 year has been slightly changed from that of previous years. Tables detailing financial and statistical information have been situated to allow for a better flow and consistency of information. More detailed statistics on applications, offences and types of aid to include such things as gender have been added this year to the report. As well, statistics and expenditures re the staff lawyer for the Edmundston/Grand Falls project have been tabled separately.

Please note that figures shown in brackets throughout this report relate to the previous year.

1.02 **Committees**

Legal Aid Committee

The Legal Aid Committee, appointed pursuant to Section 2(4) of the Legal Aid Act on March 16, 2001, comprised the following Members of the Law Society of New Brunswick (the term of the appointments expires on March 31, 2003):

Chairman	Edward L. Derrah, Fredericton, New Brunswick
Ex-Officio Member	E. Emerson Mills, Q.C., Moncton, New Brunswick
	Members
Area 1 - Saint John	Brian Munro
Area 2 - Moncton	Scott F. Fowler
Area 3 - Fredericton	Robert Digdon
Area 4 - Woodstock	Kimberly A. Monteith (resigned 07/01/03) Peter Brewer (appointed 03/14/03)
Area 5 - Miramichi	Geri Mahoney
Area 6 - Bathurst	Jean-Guy Henry
Area 7 - Edmundston	Diane Deschênes
Area 8 - Campbellton	J. Paul Dubé

During the period under review from April 1, 2002 to March 31, 2003, the Committee dealt with the following:

1 Appeal - Allowed

Area Committees

Pursuant to Section 5(1) of the Legal Aid Act, the following persons were appointed by Council on April 5-6, 2002. (It should be noted that the names of the Members of the Law Society of New Brunswick appear in **bold** print while the names of the Members of the General Public appear in regular print).

	Members	Term Expires
Area 1 Saint John	Ashley Little	March 31, 2003
	Michael L. McCluskey	March 31, 2003
	Aubrey Reid	March 31, 2003
	Donald Cullinan	March 31, 2004
	Mrs. Dorothy Dearborn	March 31, 2004
	Joel Hansen	March 31, 2004
Area 2 Moncton	Arthur Savoie	March 31, 2003
	Léo-Marie Vienneau	March 31, 2003
	Scott Fowler	March 31, 2003
	Mrs. Maureen Mills	March 31, 2004
	Judith MacPherson, Q.C.	March 31, 2004
	Beverly Taylor	March 31, 2004
Area 3 Fredericton	**Kathryn Gregory El-Khoury** (resigned 06/01/03)	March 31, 2003
	William Matthews (appointed 17/01/03)	March 31, 2003
	Harry Rigby	March 31, 2003
	Doug Cain	March 31, 2003
	G. Keith Allen, Q.C.	March 31, 2004
	John Hanson, Q.C.	March 31, 2004
	Garth Williams	March 31, 2004

Area 4 Woodstock	Burpee Wagner	March 31, 2003
	Ann Whiteway-Brown	March 31, 2003
	Robert D. MacElwain	March 31, 2003
	William Burnham, Jr.	March 31, 2004
	Kimberly A. Monteith (resigned 07/01/03)	March 31, 2004
	Stephen L. Wilson (appointed 03/14/03)	March 31, 2004
	Shelley Murray	March 31, 2004
Area 5 Miramichi	John Lockerbie	March 31, 2003
	B. Bannon Morrissy	March 31, 2003
	Willis Dickison	March 31, 2003
	James Driscoll	March 31, 2004
	John McAllister	March 31, 2004
	Harvey Urquhart	March 31, 2004
Area 6 Bathurst	**Marc Guignard**	March 31, 2003
	Gregory Riordon	March 31, 2003
	Stuart Norton	March 31, 2003
	Renald Comeau	March 31, 2004
	Aubin Doucet	March 31, 2004
	Robert Boudreau	March 31, 2004
Area 7 Edmundston	Maurice LaPalme (resigned 08/11/03)	March 31, 2003
	Jacqueline W. D'Astous Carrier (appointed 17/01/03)	March 31, 2003
	Brigitte Volpé	March 31, 2003
	L. Gérald Levesque	March 31, 2003
	Gérald Guerette	March 31, 2004
	Gilles Guerette	March 31, 2004
	Gary McLaughlin	March 31, 2004
Area 8 Campbellton	**Gordon Kierstead**	March 31, 2003
	Sandy MacLean	March 31, 2003
	Thomas McBrearty	March 31, 2003
	Jeanne-Manse Gallant	March 31, 2004
	Martin Savoie	March 31, 2004
	Roger Gauvin	March 31, 2004

1.03 Provincial Director

David M. Potter was appointed Interim Provincial Director on December 13, 1993 and continues to serve in this capacity at the pleasure of Council. The Office of the Provincial Director is located at 356 Queen Street, Fredericton, New Brunswick.

1.04 Legal Aid Offices

Legal Aid Offices have been established, pursuant to Section 4(1) of the Legal Aid Act, at the following addresses in New Brunswick:

Area 1 Saint John	110 Charlotte Street
Area 2 Moncton	770 Main Street
Area 3 Fredericton	356 Queen Street
Area 4 Woodstock	633 Main Street
Area 5 Miramichi	673 King George Highway
Area 6 Bathurst	216 Main Street
Area 7 Edmundston	121 Church Street
Area 8 Campbellton	123 Water Street

1.05 Criminal Duty Counsel Panels

During the period from April 1, 2002 to March 31, 2003, the Criminal Duty Counsel Panels had the following numerical strength in the areas of the Province shown in the ensuing table:

Area 1 Saint John	36	(39)
Area 2 Moncton	17	(24)
Area 3 Fredericton	20	(28)
Area 4 Woodstock	4	(6)
Area 5 Miramichi	7	(10)
Area 6 Bathurst	12	(14)
Area 7 Edmundston	1	(1)
Area 8 Campbellton	10	(10)
	107	(132)

1.06 Criminal Legal Aid Panels

Solicitors enrolled on the Criminal Legal Aid Panels for the areas of the Province during the period April 1, 2002 to March 31, 2003 numbered as follows:

Area 1	Saint John	46	(47)
Area 2	Moncton	34	(41)
Area 3	Fredericton	29	(38)
Area 4	Woodstock	10	(14)
Area 5	Miramichi	31	(31)
Area 6	Bathurst	34	(38)
Area 7	Edmundston	4	(6)
Area 8	Campbellton	16	(12)
		204	(227)

1.07 Lawyers Prepared To Accept Detainee (Brydges) Calls

Area 1	Saint John	8	(25)
Area 2	Moncton	23	(30)
Area 3	Fredericton	16	(28)
Area 4	Woodstock	4	(4)
Area 5	Miramichi	10	(10)
Area 6	Bathurst	12	(3)
Area 7	Edmundston	1	(1)
Area 8	Campbellton	2	(2)
		76	(103)

2.01

Part II - CRIMINAL LEGAL AID RENDERED

Area		Applications			Total	
		Received	Refused	Issued	Adult/Youth	Paid
Area 1 Saint John						
Male	Adult	252	80	172	Adult	233
	Young Offender	31	12	19		
Female	Adult	49	15	34	Youth	31
	Young Offender	6	2	4		
		338 (396)	**109** (161)	**229** (235)		**264** (263)
Area 2 Moncton						
Male	Adult	476	209	267	Adult	387
	Young Offender	42	16	26		
Female	Adult	84	30	54	Youth	33
	Young Offender	5	0	5		
		607 (537)	**255** (230)	**352** (307)		**420** (376)
Area 3 Fredericton						
Male	Adult	183	62	121	Adult	212
	Young Offender	30	14	16		
Female	Adult	39	17	22	Youth	26
	Young Offender	6	4	2		
		258 (311)	**97** (77)	**161** (234)		**238** (251)
Area 4 Woodstock						
Male	Adult	129	32	97	Adult	130
	Young Offender	26	9	17		
Female	Adult	23	3	20	Youth	20
	Young Offender	4	1	3		
		182 (141)	**45** (27)	**137** (114)		**150** (140)
Area 5 Miramichi						
Male	Adult	130	37	93	Adult	113
	Young Offender	17	7	10		
Female	Adult	26	6	20	Youth	13
	Young Offender	3	0	3		
		176 (191)	**50** (64)	**126** (127)		**126** (136)
Area 6 Bathurst						
Male	Adult	243	85	158	Adult	222
	Young Offender	15	7	8		
Female	Adult	44	18	26	Youth	18
	Young Offender	3	1	2		
		305 (330)	**111** (109)	**194** (221)		**240** (234)
Area 7 Edmundston						
Male	Adult	62	2	8	Adult	43
	Young Offender	6	1	0		
Female	Adult	10	15	47	Youth	3
	Young Offender	1	1	5		
		79 (67)	**19** (19)	**60** (48)		**46** (45)
Area 8 Campbellton						
Male	Adult	68	18	50	Adult	78
	Young Offender	10	3	7		
Female	Adult	13	1	12	Youth	9
	Young Offender	1	0	1		
		92 (145)	**22** (38)	**70** (107)		**87** (130)
Grand Totals:		**2,037** (2,118)	**708** (725)	**1,329** (1,393)		**1,571** (1,575)
** Increase/Decrease:		-3.8% (+12.5%)	-8.7% (+6.3%)	-10.7% (+16.0%)		

** The figures indicate the increase/decrease from the previous year, by percentage, throughout this Report.

A significant number of Certificates are issued for multiple charges, and, while the work involved in processing the additional charges adds to the Cost per Case, this information has not been collected.

2.02

Criminal Certificate Expenses

Area	Total Fees $	Total $ Disbursements	Grand Total $	# of Certificates	Total Avg Cost $/Certificate
Area 1 Saint John	225,105	6,314	231,419	264	877
	(221,094)	(4,835)	(225,929)	(263)	(859)
Area 2 Moncton	335,303	15,500	350,804	420	835
	(334,745)	(10,239)	(344,984)	(376)	(918)
Area 3 Fredericton	205,216	14,822	220,039	238	925
	(179,938)	(3,891)	(183,829)	(251)	(732)
Area 4 Woodstock	90,307	1,375	91,681	150	611
	(81,390)	(846)	(82,236)	(140)	(587)
Area 5 Miramichi	79,859	818	80,677	126	640
	(105,383)	(4,938)	(110,321)	(136)	(811)
Area 6 Bathurst	270,727	8,996	279,723	240	1,166
	(274,129)	(6,200)	(280,329)	(234)	(1,198)
Area 7 Edmundston	58,645	3,680	62,325	46	1,355
	(61,787)	(5,017)	(66,804)	(45)	(1,485)
Area 8 Campbellton	122,216	42,540	164,756	87	1,894
	(140,593)	(12,231)	(152,824)	(130)	(1,176)
** Total:	1,387,378	94,044	* 1,481,423	1,571	943
Less costs shown in Federal Project Expense re Edmundston			(6,196)		
Adjusted Total:			1,475,227	1,571	939
* Total Prior Year:	(1,399,059)	(48,197)	** (1,447,256)	(1,575)	(919)

* HST not included in total $ 200,737
** HST not included in total ($ 204,238)

* Included in this total are 23 High Cost Cases (over $5,000 including HST) with costs totalling $260,924 (HST not included).

** Included in this total are 32 High Cost Cases (over $5,000 including HST) with costs totalling $321,656 (HST not included).

Analysis of Offences - Certificates Completed

2.03

The completed certificates can be analyzed as follows:

Charge	#		$		%	
	2002-2003	(Prior Year)	2002-2003	(Prior Year)	2002-2003	(Prior Year)
Capital, Non-Capital & Attempted Murder	23	(23)	183,336	(185,437)	12.4%	(12.8%)
Possession of Dangerous Weapons	22	(23)	12,820	(12,745)	0.9%	(0.9%)
Robbery	90	(58)	108,907	(74,426)	7.4%	(5.2%)
Break, Enter & Theft -Possession of Stolen Goods	329	(344)	246,395	(238,497)	16.6%	(16.5%)
Rape, Indecent Assault	138	(141)	169,138	(150,894)	11.4%	(10.5%)
Narcotics	171	(178)	123,364	(181,463)	8.3%	(12.5%)
Assault	328	(318)	258,633	(227,327)	17.5%	(15.7%)
Motor Vehicle, CCC (Includes Drunk & Impaired Driving)	15	(29)	11,975	(20,746)	0.8%	(1.4%)
Fraud & False Pretense	55	(55)	41,663	(37,131)	2.8%	(2.6%)
Destroying Property & Arson	31	(49)	27,498	(47,514)	1.9%	(3.3%)
Obstructing Peace Officer	10	(2)	5,423	(1,356)	0.4%	(0.1%)
Breach Probation	108	(119)	56,816	(61,152)	3.8%	(4.2%)
Attempts, Conspiracies, Accessories	32	(21)	53,277	(29,989)	3.6%	(2.1%)
False Messages	2	(1)	1,876	(161)	0.1%	(0.0%)
Bodily Harm	4	(8)	3,170	(10,047)	0.2%	(0.7%)
Forgery	17	(21)	21,823	(13,698)	1.5%	(0.9%)
Public Mischief	3	(6)	2,799	(5,046)	0.2%	(0.3%)
Escaping Custody	14	(14)	10,374	(8,735)	0.7%	(0.6%)
Causing Disturbance	3	(1)	1,477	(154)	0.1%	(0.0%)
Uttering Threats	113	(126)	79,065	(83,516)	5.3%	(5.8%)
Kidnapping/Abduction	3	(0)	1,718	(0)	0.1%	(0.0%)
Other Provincial Acts	4	(2)	3,057	(2,062)	0.2%	(0.1%)
Other Criminal Code & Federal Acts	56	(36)	56,818	(55,160)	3.8%	(3.8%)
Judicial Review	0	(0)	0	(0)	0.0%	(0.0%)
Total	**1,571**	**(1,575)**	*** 1,481,423**	**** (1,447,256)**	**100.0%**	**(100.0%)**
Less costs shown in Federal Project Expense re Edmundston			*(6,196)*			
Adjusted Total:			**1,475,227**			

* HST not included in total $ 200,737
** HST not included in total ($ 204,238)

Analysis of Offences - Certificates Completed

2.04

Charge	Adult Male		Youth Male		Adult Female		Youth Female		Total	
	#	$	#	$	#	$	#	$	#	$
Capital, Non-Capital & Attempted Murder	17	137,393	0	0	6	45,943	0	0	23	183,336
Possession of Dangerous Weapons	18	10,275	1	901	3	1,645	0	0	22	12,820
Robbery	75	95,171	8	7,010	6	6,412	1	314	90	108,907
Break, Enter & Theft/Possession of Stolen Goods	238	182,478	42	33,487	45	27,990	4	2,440	329	246,395
Rape, Indecent Assault	117	149,418	15	14,628	4	2,918	2	2,174	138	169,138
Narcotics	128	95,190	6	3,070	36	25,006	1	98	171	123,363
Assault	243	202,338	26	20,106	50	32,842	9	3,348	328	258,633
Motor Vehicle, CCC (Includes Drunk & Impaired Driving)	13	10,036	1	368	1	1,571	0	0	15	11,975
Fraud & False Pretense	35	29,119	0	0	20	12,544	0	0	55	41,663
Destroying Property & Arson	18	22,060	8	3,368	4	1,574	1	496	31	27,498
Obstructing Peace Officer	8	4,721	0	0	2	702	0	0	10	5,423
Breach Probation	78	43,257	10	4,182	17	8,101	3	1,276	108	56,815
Attempts, Conspiracies, Accessories	25	49,119	2	330	4	3,408	1	420	32	53,277
False Messages	2	1,876	0	0	0	0	0	0	2	1,876
Bodily Harm	4	3,170	0	0	0	0	0	0	4	3,170
Forgery	13	20,222	0	0	4	1,601	0	0	17	21,823
Public Mischief	1	173	0	0	2	2,626	0	0	3	2,799
Escaping Custody	11	7,786	1	452	2	2,136	0	0	14	10,374
Causing Disturbance	3	1,477	0	0	0	0	0	0	3	1,477
Uttering Threats	88	59,883	7	5,307	18	13,876	0	0	113	79,065
Kidnapping/Abduction	1	672	0	0	1	464	1	582	3	1,718
Other Provincial Acts	4	3,057	0	0	0	0	0	0	4	3,057
Other Criminal Code & Federal Acts	46	49,419	1	616	7	5,804	2	980	56	56,818
Judicial Review	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	**1,186**	**$1,178,310**	**128**	**$93,823**	**232**	**$197,162**	**25**	**$12,128**	**1,571**	**$1,481,423**
Less costs shown in Federal Project Expense re Edmundston										*(6,196)*
Adjusted Total:										**$1,475,227**

2.05

Cost Per Case Analysis

Year	Total Paid Certificates	Total Cost (100%) $	Avg Cost/Case $
1990-91	1,483	1,119,997	755
1991-92	2,348	1,927,946	821
1992-93	1,703	1,330,919	782
1993-94	2,259	1,816,238	804
1994-95	1,906	1,152,003	604
1995-96	1,482	1,140,119	769
1995-96 (Adjusted)	1,463	845,788	578
1996-97	1,627	1,104,169	679
1996-97 (Adjusted)	1,618	993,788	614
1997-98	1,566	1,299,717	830
1997-98 (Adjusted)	1,547	1,021,999	661
1998-99	1,430	1,162,180	813
1998-99 (Adjusted)	1,413	943,418	668
1999-2000	1,416	1,181,703	835
1999-2000 (Adjusted)	1,391	921,390	662
2000-2001	1,345	1,098,723	817
2000-2001 (Adjusted)	1,323	923,385	698
2001-2002	1,575	1,447,256	919
2001-2002 (Adjusted)	1,543	1,125,600	729
2002-2003	1,571	1,475,227	939
2002-2003 (Adjusted)	1,548	1,214,303	784

Note: Adjusted figures exclude high cost cases (over $5,000 including HST).

Analysis of Offences - Court Requested Solicitors

2.06

The completed certificates can be analyzed as follows:

Charge	#		$		%	
	2002-2003	(Prior Year)	2002-2003	(Prior Year)	2002-2003	(Prior Year)
Break, Enter & Theft - Possession of Stolen Goods	10	(4)	5,870	(1,332)	56.2%	(16.5%)
Rape, Indecent Assault	0	(3)	0	(1,369)	0.0%	(10.5%)
Assault	8	(11)	3,558	(4,738)	34.1%	(15.7%)
Destroying Property & Arson	1	(3)	220	(764)	2.1%	(3.3%)
Breach Probation	1	(0)	503	(0)	4.8%	(4.2%)
False Messages	0	(1)	0	(311)	0.0%	(0.0%)
Causing Disturbance	0	(1)	0	(633)	0.0%	(0.0%)
Other Provincial Acts	1	(0)	294	(0)	2.8%	(0.1%)
Total	**21**	**(23)**	*** 10,445**	**** (9,147)**	**100.0%**	**(100.0%)**

* HST not included in total $ 1,520
** HST not included in total ($ 1,243)

Analysis of Court Requested Cases

2.07

Charge	Adult Male		Youth Male		Adult Female		Youth Female		Total	
	#	$	#	$	#	$	#	$	#	$
Break, Enter & Theft/Possession of Stolen Goods	0	0	9	4,300	0	0	1	1,571	10	5,870
Assault	1	247	5	2,823	0	0	2	489	8	3,558
Destroying Property & Arson	1	220	0	0	0	0	0	0	1	220
Breach Probation	0	0	1	503	0	0	0	0	1	503
Other Provincial Acts	1	294	0	0	0	0	0	0	1	294
Total	**3**	**$761**	**15**	**$7,625**	**0**	**$0**	**3**	**$2,060**	**21**	**$10,445**

Analysis of Offences - Certificates Completed by Staff Lawyer - Edmundston

2.08

The completed certificates can be analyzed as follows:

Charge	#		$		%	
	2002-2003	(Prior Year)	2002-2003	(Prior Year)	2002-2003	(Prior Year)
Break, Enter & Theft - Possession of Stolen Goods	2	(1)	932	(879)	10.6%	(22.5%)
Rape, Indecent Assault	1	(0)	818	(0)	9.3%	(0.0%)
Rape, Indecent Assault - Youth	1	(0)	240	(0)	2.7%	(0.0%)
Narcotics	2	(0)	941	(0)	10.7%	(0.0%)
Assault	5	(1)	2,112	(312)	24.1%	(8.0%)
Destroying Property & Arson	1	(0)	497	(0)	5.7%	(0.0%)
Breach Probation	1	(2)	540	(1,383)	6.2%	
Bodily Harm	1	(0)	1,020	(0)	11.6%	(0.0%)
Causing Disturbance	1	(0)	398	(0)	4.5%	(0.0%)
Uttering Threats	0	(2)	0	(1,324)	0.0%	(34.0%)
Other Provincial Acts	1	(0)	1,278	(0)	14.6%	(0.0%)
Total	16	(6)	8,776	(3,898)	100.0%	(100.0%)
Average Cost/Certificate			549	(650)		

Analysis of Offences - Court Requested - Staff Lawyer Edmundston

2.09

The completed certificates can be analyzed as follows:

Charge - All Young Offender	#		$		%	
	2002-2003	(Prior Year)	2002-2003	(Prior Year)	2002-2003	(Prior Year)
Narcotics	1	(0)	468	(0)	21.0%	(0.0%)
Assault	2	(0)	1,232	(0)	55.3%	(0.0%)
Uttering Threats	1	(0)	526	(0)	23.6%	(0.0%)
Other Criminal	0	(1)	0	(333)	0.0%	(100.0%)
Total	4	(1)	2,226	(333)	100.0%	(100.0%)
Average Cost/Case			557	(333)		

Duty Counsel

2.10

Duty Counsel rendered assistance to persons charged with offences as indicated in the ensuing table:

Area	Plea Only	*Full Service	Total	Prior Year
Area 1 Saint John	4,390	1,327	5,717	(4,660)
Area 2 Moncton	3,657	1,298	4,955	(3,516)
Area 3 Fredericton	2,032	562	2,594	(2,204)
Area 4 Woodstock	890	210	1,100	(871)
Area 5 Miramichi	1,037	261	1,298	(1,051)
Area 6 Bathurst	1,597	351	1,948	(1,527)
Area 7 Edmundston (Private Bar)	24	8	32	(601)
Area 8 Campbellton	576	144	720	(484)
Total:	**14,203**	**4,161**	**18,364**	**(15,240)**
Area 7 Staff DC (Edmundston)	*571*	*195*	*766*	*(205)*
Area 7 Staff DC (Grand Falls)	*364*	*126*	*490*	*(121)*
Total for Staff Lawyer Edmundston:	***935***	***321***	***1,256***	***(326)***
Overall Total:	**15,138**	**4,482**	**19,620**	**(15,566)**

* Full Service is identified as a completed service through and including sentencing performed by Duty Counsel. 4,161 (22.7%) of the 18,364 persons counselled by Duty Counsel received full services and did not require further Legal Aid or Court service.

Note: *The statistics for the Edmundston Staff Lawyer identify the services provided by staff Duty Counsel in Edmundston and Grand Falls separately.*

Analysis by Nature of Offences - Duty Counsel

2.11

The Nature of the Offences with which assisted persons were charged and who were advised by Duty Counsel was as follows: (In many cases, persons were charged with more than one offence.)

Offence	Areas 1-8 (Private Bar)	Area 7 (Staff DC)	Grand Total #	Prior Year Total #	Offence % Current Year
Criminal Code	18,162	602	18,764	(19,781)	69.87%
Other Federal Acts	320	12	332	(404)	1.24%
Narcotics	1,255	104	1,359	(1,356)	5.06%
Young Offenders Act	4,226	122	4,348	(4,587)	16.19%
Motor Vehicle Act	1,322	55	1,377	(1,190)	5.13%
Liquor Control Act	72	2	74	(65)	0.28%
Other Provincial Acts	569	33	602	(510)	2.24%
Total:	**25,926**	**930**	**26,856**	**(27,893)**	**100.00%**

Criminal Duty Counsel Expenses

2.12

Note: HST not included in fees. Figures in brackets are pertaining to prior year actuals.

Area	Total # Cases	Total Global Fees	Total Global Disbursements	Grand Total Global	Total Average Cost/Case
Area 1 Saint John	5,717	161,473	500	161,973	28
Less Fees shown in Federal Project Expense re Mental Health				*(11,582)*	
				150,391	
	(4,660)	(171,452)	(196)	(171,648)	(37)
Area 2 Moncton	4,955	103,864	259	104,122	21
Add Fees re Aboriginal Duty Counsel				*23,298*	
				127,420	
	(3,516)	(103,108)	(15)	(103,123)	(29)
Area 3 Fredericton	2,594	64,592	2	64,594	25
	(2,204)	(66,484)	(90)	(66,574)	(30)
Area 4 Woodstock	1,100	29,741	24	29,765	27
	(871)	(32,397)	(58)	(32,455)	(37)
Area 5 Miramichi	1,298	29,847	208	30,055	23
	(1,051)	(34,329)	(178)	(34,507)	(33)
Area 6 Bathurst	1,948	74,793	217	75,010	39
	(1,527)	(72,995)	(Nil)	(72,995)	(48)
Area 7 Edmundston	32	7,806	167	7,973	249
	(601)	(29,150)	(40)	(29,190)	(49)
Area 8 Campbellton	720	27,519	8	27,527	38
	(484)	(27,011)	(19)	(27,030)	(56)
Total:	**18,364**	**499,635**	**1,385**	**512,736**	**28**
	(15,240)	(536,926)	(596)	(537,522)	(36)
*Area 7 Staff Duty Counsel **	*1,256*	*n/a*	*n/a*	*61,077*	*49*
	(326)	*n/a*	*n/a*	*(6,194)*	*(19)*

** Services provided by the staff lawyer in Edmundston are shown separately as the costs for these services provided are a portion of contract and not in addition to it.*

2.13

Duty Counsel Cost Per Case Analysis

Year	Total Cases	Full Services Cases	Total Cost $	Cost/Case $
1990-91	2,584	n/a	526,294	42
1991-92	17,478	n/a	646,373	37
1992-93	14,579	n/a	540,932	37
1993-94	17,543	5,920	613,752	35
1994-95	16,486	5,733	498,542	30
1995-96	15,386	5,743	485,294	32
1996-97	15,818	5,880	535,560	34
1997-98 (90%)	15,809	5,934	490,705	31
1997-98 (Revised 100%)	15,809	5,934	545,048	34
1998-99	14,335	5,300	525,468	37
1999-00	14,695	5,066	532,487	36
2000-01	13,509	4,422	509,816	38
2001-02	14,914	4,573	537,522	36
2002-03 (w/o Staff Lawyer)	18,364	4,161	512,736	28
2002-03 (with Staff Lawyer)	*19,620*	*4,482*	*573,813*	*29*

Total Full Service 4,161 Cases @ $28.00 cost/case =	$	116,508
Plus Certificates 1,571 Cases @ $939.00 cost/case =	$	1,475,227
Total Full Service 5,732 Cases @ Total Cost of $1,591,745 =	$	278
2001-2002 Total Full Service 6,148 Cases @ Total Cost of $1,611,884 =	$	262

2.14

Detainee (Brydges) Calls

Area	# Assisted	(Prior Year)	$ Amount w/o HST	(Prior Year)
Area 1 Saint John	810	(341)	20,250	(8,525)
Area 2 Moncton	592	(208)	14,800	(5,200)
Area 3 Fredericton	469	(266)	11,725	(6,650)
Area 4 Woodstock	146	(111)	3,650	(2,775)
Area 5 Miramichi	75	(49)	1,875	(1,225)
Area 6 Bathurst	303	(137)	7,575	(3,425)
Area 7 Edmundston	0	(1)	0	(25)
Area 8 Campbellton	0	(8)	0	(200)
Total:	**2,395**	**(1,222)**	**59,875**	**(30,550)**
Area 7 Staff Duty Counsel	*269*	*(101)*	*6,725*	*(2,525)*
Overall Total:	**2,664**	**(1,323)**	**66,600**	**(33,075)**

The statistics for Edmundston area identify the services provided by staff Duty Counsel separately.

Note: The costs shown for staff Duty Counsel is a portion of the contract and not in addition to it.

PART III
FINANCIAL INFROMATION FOR PERFORMANCE RELATED PURPOSES AND CALCULATIONS

3.01

Average Costs

It will be seen that the average cost of assisting each person who was advised by Duty Counsel in Criminal matters amounted to $29 per person. The average cost of rendering Legal Aid by solicitors, pursuant to Criminal Certificates, amounted to $943 per assisted person. Note that this includes $260,924 paid on 23 high cost cases without which the average cost per case would be $788.00 (HST not included).

An average cost analysis of Certificate and Duty Counsel payments for the year ended 31 March 2003 is as follows:

Criminal Certificates (w/o HST)		
Number of Certificates Paid		1,571
Total Fees and Disbursements	$	1,475,227
Average Cost per Case	$	939
High Cost Cases (23 Certificates)	$	260,924
Average with High Cost Cases Deleted	$	784
Criminal Duty Counsel (w/o HST)		
Number of Persons Assisted		18,364
Total Fees and Disbursements	$	512,736
Average Cost per Person	$	28
Number of Full Service		4,161
Cost of Full Service	$	116,508
Certificates and Duty Counsel		
Number of Cases		5,732
Overall Average Cost of Regular Certificates plus Full Service Duty Counsel	$	278
Detainee (Brydges) Calls		
Number of Persons Assisted		2,395
Total Fees	$	59,875

The Fees provide under Tariff are those customarily paid by a client of modest means for the legal services enumerated in the Legal Aid Tariff. (The Criminal Tariff was struck in 1971 and was amended and increased in 1974, 1980, 1983 and again on February 1, 1990. The 25% reduction in Fees has been struck out by the latest amendment. Note "G" of the Tariff has been repealed.)

3.02

Breakdown of Administrative Costs

Area	Salaries $	Rent & Utilities $	Postage $	Supplies $	Telephone $	Total $	2001-2002 $
Saint John	35,494	9,279	936	828	4,632	**51,169**	(46,773)
Moncton	35,608	837	2,733	1,438	2,369	**42,984**	(37,720)
Fredericton	275,701	31,340	6,850	10,142	11,903	**335,936**	(263,325)
Woodstock	62	9,562	669	175	2,385	**12,853**	(12,324)
Miramichi	35,573	6,479	520	703	2,300	**45,575**	(39,762)
Bathurst	27,844	5,992	2,294	1,602	4,290	**42,022**	(49,384)
Edmundston *	0	1,243	0	1,001	4,695	**6,939**	(43,704)
Campbellton **	0	5,209	343	205	2,041	**7,797**	(9,426)
Subtotal	**410,282**	**69,940**	**14,345**	**16,093**	**34,615**	**545,275**	(502,418)
Contract Lawyer	** breakdown found in notes to audited f/s re Federal Project Expense*					**0**	(20,269)
Advertising & Public Relations						**2,569**	(2,745)
Bank Charges						**1,800**	(1,800)
Benefits						**38,693**	(33,507)
Computer						**25,431**	(2,848)
Insurance						**563**	(1,371)
Lien Registration						**5,330**	(3,689)
Miscellaneous						**6,777**	(6,648)
Office Furniture, Equipment & Repairs						**26,559**	(25,372)
Printing & Library						**9,994**	(8,694)
Professional Development						**4,533**	(525)
Professional Services						**8,720**	(0)
Security						**3,193**	(3,801)
Translation						**1,387**	(961)
Travel						**14,855**	(23,646)
Moving Expenses						**13,880**	(0)
LAPC						**23,202**	(0)
Total Administration w/o HST Claimable						**732,761**	(638,294)
Add HST Claimable						**19,058**	(16,689)
Total Administrative Costs						**751,819**	(654,983)

* *There are many costs in the Edmundston area re-allocated to Federal Project Expense because of the staff lawyer situated there.*

** *Salary expense in Campbellton is allocated to Domestic/Legal Services as there is only one support staff in that area.*

Breakdown of Expenditure of Legal Aid Dollar

3.03

Global Criminal Certificate Accounts		49.9%
Global Criminal Duty Counsel Accounts		17.1%
Court Appointed Solicitors		0.4%
Detainee (Brydges) Calls		2.0%
Federal Project Expense		5.9%
Salaries and Retainers	18.4%	
Administrative Costs	6.3%	24.7%
Total:		100.0%

Client Contributions, Liens, & Recovered Costs

3.04

Area	Client Contributions $		Liens $	Costs $	Total Liens & Cost Recoveries $		Grand Total $	
	2002-2003	Prior Year	2002-2003	2002-2003	2002-2003	Prior Year	2002-2003	Prior Year
Area 1 Saint John	5,413	(5,600)	676	0	676	(1,118)	6,089	(6,718)
Area 2 Moncton	9,900	(9,755)	8,400	0	8,400	(11,361)	18,300	(21,116)
Area 3 Fredericton	6,448	(7,000)	2,711	0	2,711	(4,929)	9,158	(11,929)
Area 4 Woodstock	5,300	(3,095)	724	0	724	(918)	6,024	(4,013)
Area 5 Miramichi	4,175	(4,975)	5,085	0	5,085	(1,153)	9,260	(6,128)
Area 6 Bathurst	4,285	(5,320)	6,791	0	6,791	(3,947)	11,076	(9,267)
Area 7 Edmundston	11,430	(10,785)	0	0	0	(8,636)	11,430	(19,421)
Area 8 Campbellton	1,755	(4,032)	1,441	0	1,441	(5,350)	3,196	(9,382)
Total:	**48,706**	**(50,562)**	**25,828**	**0**	**25,828**	**(37,412)**	**74,534**	**(87,974)**

PART IV
FEDERAL - PROVINCIAL AGREEMENT
RE CRIMINAL LEGAL AID

4.01

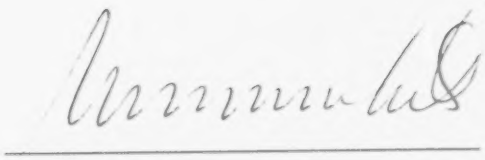
In January, 1973 the Province entered into a Cost-Sharing Agreement with the Government of Canada. Under this Agreement, the Provincial Government received from the Federal Government the following amounts:

1985 - 1986	$ 919,792
1986 - 1987	927,390
1987 - 1988	1,076,347
1988 - 1989	1,162,519
1989 - 1990	1,320,901
1990 - 1991	899,279
1991 - 1992	1,222,006
1992 - 1993	1,229,150
1993 - 1994	1,253,856
1994 - 1995	985,324
1995 - 1996	1,208,580
1996 - 1997	1,210,029
1997 - 1998	1,256,047
1998 - 1999	1,363,165
2000 - 2001	1,401,200
2001 - 2002	1,724,259
2002 - 2003	1,750,141

PART V
CONCLUSION

The Financial Statement of the Legal Aid Fund for the fiscal year ended March 31, 2003, as prepared by the Auditor General, is attached to this Report.

All of which is respectfully submitted.



E. Emerson Mills, Q.C.
President
Law Society of New Brunswick

FINANCIAL STATEMENTS

LEGAL AID NEW BRUNSWICK
LEGAL AID FUND (CRIMINAL)

31 MARCH 2003

Office of the
Auditor General

Bureau du
vérificateur général

New
Nouveau Brunswick

AUDITOR'S REPORT

Minister of Justice and Attorney General
Province of New Brunswick
and
The Council of the Law Society of New Brunswick

I have audited the statement of financial position of the Legal Aid Fund (Criminal) of the Law Society of New Brunswick as at 31 March 2003 and the statement of operations and surplus for the year then ended. These financial statements are the responsibility of the management of Legal Aid New Brunswick. My responsibility is to express an opinion on these financial statements based on my audit.

I conducted my audit in accordance with Canadian generally accepted auditing standards. Those standards require that I plan and perform an audit to obtain reasonable assurance whether the financial statements are free of material misstatement. An audit includes examining, on a test basis, evidence supporting the amounts and disclosures in the financial statements. An audit also includes assessing the accounting principles used and significant estimates made by management, as well as evaluating the overall financial statement presentation.

In my opinion, these financial statements present fairly, in all material respects, the financial position of the Fund as at 31 March 2003 and the results of its operations for the year then ended in accordance with Canadian generally accepted accounting principles.

K D Robinson

K. D. Robinson, CA
Deputy Auditor General

Fredericton, N. B.
4 June 2003

LEGAL AID NEW BRUNSWICK
LEGAL AID FUND (CRIMINAL)
STATEMENT OF FINANCIAL POSITION
31 MARCH 2003

	2003	2002
ASSETS		
Current assets		
Cash	$ 1,035,465	$ 1,018,081
Accounts receivable (Note 2)	237,808	212,192
Due from Legal Aid Fund (Domestic/Legal Services)	-	200,000
	$ 1,273,273	$ 1,430,273
LIABILITIES AND SURPLUS		
Current liabilities		
Accounts payable	$ 1,171,440	$ 1,201,474
Surplus	101,833	228,799
	$ 1,273,273	$ 1,430,273

Contingent liability (Note 6)

Approved

Provincial Director (Interim)

LEGAL AID NEW BRUNSWICK
LEGAL AID FUND (CRIMINAL)
STATEMENT OF OPERATIONS AND SURPLUS
FOR THE YEAR ENDED 31 MARCH 2003

	2003 Budget	2003 Actual	2002 Actual
REVENUE			
Province of New Brunswick	$ 2,549,000	$ 2,549,000	$ 2,523,067
Department of Justice - Canada (Note 3)	165,348	151,441	54,872
Costs recovered from liens	43,000	25,828	37,412
Contributions from clients	50,000	48,706	50,562
Interest	60,000	36,229	49,108
Other revenue (Note 4)	-	20,000	-
	2,867,348	2,831,204	2,715,021
EXPENDITURE			
Certificate fees and disbursements	1,391,305	1,475,227	1,447,256
Duty Counsel fees and disbursements	573,913	505,487	575,413
Cost sharing agreements (Note 3)	143,781	174,375	44,868
Detainee calls	37,391	59,875	28,025
Court appointed fees and disbursements	17,391	10,445	9,147
	2,163,781	2,225,409	2,104,709
Administration expenses			
Salaries and related expenses	436,000	448,975	383,324
Office rents	81,000	73,133	72,023
Telephone	35,000	34,615	34,551
Printing and office supplies	30,000	26,087	31,526
Postage	12,000	14,345	12,400
Travel	22,000	14,855	23,178
Professional development and training	1,000	4,533	526
Office furniture and equipment	10,000	8,910	10,215
Equipment rentals and service contracts	16,000	17,649	15,077
Advertising	2,500	2,569	2,745
Insurance	1,400	563	914
Recoverable lien registration fees	4,000	5,330	3,689
Miscellaneous	9,000	8,577	6,593
Translation	4,000	1,387	961
Computer upgrading	15,000	25,431	2,851
Professional services	2,000	8,720	-
Moving expenses	-	13,880	1,856
Other expense (Note 4)	-	23,202	-
	680,900	732,761	602,429
Total expenditure	2,844,681	2,958,170	2,707,138
EXCESS (DEFICIENCY) OF REVENUE OVER EXPENDITURE	$ 22,667	(126,966)	7,883
Surplus, beginning of year		228,799	220,916
SURPLUS, end of year		$ 101,833	$ 228,799

LEGAL AID NEW BRUNSWICK
LEGAL AID FUND (CRIMINAL)
NOTES TO FINANCIAL STATEMENTS
31 MARCH 2003

1. Purpose of the organization

Legal Aid New Brunswick provides criminal legal aid services for residents of the Province who otherwise could not afford the services of a lawyer. These services are funded by grants from the Department of Justice.

2. Accounts receivable

Accounts receivable include amounts which have a likely expectation of collection in the near future. Amounts which could be collected in the future from liens placed on property or through costs and recoveries are only recognized when collected due to the uncertainty associated with the collection of such amounts.

Amounts due to the Fund as at 31 March 2003 represented by liens totalled $962,674 (2002 - $885,333). These amounts will only be collected if, and when, properties are sold which have liens registered against them.

3. Project funding agreements

Legal Aid New Brunswick is currently involved with three project funding agreements with the federal Minister of Justice.

Mental health court project

This agreement covered some of the costs of a project to provide legal aid/duty counsel during the implementation phase of a mental health court project in Saint John. The project was expected to result in improving the response of the courts and the legal aid system specifically to mentally ill people in conflict with the law. The agreement was for the period from 1 October 2001 to 31 March 2003. The federal government contributed $39,200 under this agreement, $25,400 for the current year and $13,800 for the 2001/2002 fiscal year.

For the period ended 31 March 2003, Legal Aid New Brunswick recorded revenues and expenditures totalling $25,400 and $26,588 respectively.

Bilingual lawyer project

This agreement covered some of the costs of a project to provide a bilingual staff criminal lawyer in the Edmundston and Grand Falls areas of New Brunswick. The purpose of the project was to improve efficiencies of the criminal courts as well as to increase the accessibility and availability of legal aid services for the criminally accused in these areas. The agreement was for the period from 1 December 2001 to 31 March 2003. The federal government contributed $157,000 under this agreement, $115,928 for the current year and $41,072 for the 2001/2002 fiscal year.

3. Project funding agreements - continued

For the period ended 31 March 2003 Legal Aid New Brunswick recorded revenues and expenditures totalling $115,928 and $145,572 respectively.

Trial agreement

This agreement covered the costs of legal services for a specific criminal case. The agreement was for the period from 1 March 2002 to 31 March 2003 to a maximum contribution of $11,000. The federal government contributed $10,113 during the duration of this agreement.

For the period ended 31 March 2003 Legal Aid New Brunswick recorded revenues and expenditures totalling $10,113 and $2,215 respectively (2002 - $0 and $8,455).

4. Additional funding

Legal Aid New Brunswick hosted the Annual General Meeting of the Association of Legal Aid Plans of Canada. Financial assistance from the Law Society of New Brunswick, the New Brunswick Law Foundation and the Province of New Brunswick totalled $20,000. Expenditures for the project totalled $23,202.

5. Federal funding

Pursuant to Federal-Provincial cost sharing agreements, the Provincial Department of Justice submits a claim each year to Canada for recovery of a portion of the expenses incurred by Legal Aid New Brunswick for adult criminal legal aid and for young offender criminal legal aid.

6. Contingent liability

At 31 March 2003, 699 legal aid certificates were issued and outstanding for eligible applicants. The estimated cost to complete these certificates is $538,682. No allowance has been made in these financial statements for this contingency.

DOMESTIC LEGAL AID
APRIL 1, 2002 – MARCH 31, 2003

PART I
DOMESTIC LEGAL AID RENDERED

1.01 Domestic Certificates

Area	Applications		
	Received	Refused/ Withdrawn	Issued
Area 1 Saint John	48	11	37
	(47)	(3)	(44)
Area 2 Moncton	46	21	25
	(54)	(14)	(40)
Area 3 Fredericton	19	4	15
	(18)	(4)	(14)
Area 4 Woodstock	18	2	16
	(47)	(8)	(39)
Area 5 Miramichi	14	5	9
	(3)	(1)	(2)
Area 6 Bathurst	40	11	29
	(48)	(12)	(36)
Area 7 Edmundston	6	1	5
	(1)	(1)	(0)
Area 8 Campbellton	0	0	0
	(7)	(5)	(2)
Total	**191**	**55**	**136**
	(225)	**(48)**	**(177)**

Breakdown by Type of Certificate Issued

1.02

Area	Guardianship	Variation of Support	Total
Area 1 Saint John	20	17	37
Area 2 Moncton	19	6	25
Area 3 Fredericton	12	3	15
Area 4 Woodstock	0	16	16
Area 5 Miramichi	6	3	9
Area 6 Bathurst	15	14	29
Area 7 Edmundston	5	0	5
Area 8 Campbellton	0	0	0
Total	**77**	**59**	**136**
	(72)	(105)	(177)

Domestic Certificates Paid

1.03

Domestic Legal Aid Certificates paid, during the period under review, by area within the Province, were as follows:

Area	Fees $	Disbursements & Travel $	Total $ w/o HST	# Certificates	Cost $/Case
Area 1 Saint John	21,264	158	21,422	40	536
	(15,492)	(235)	(15,727)	(35)	(449)
Area 2 Moncton	34,197	1,609	35,806	47	762
	(50,296)	(5,299)	(55,595)	(59)	(942)
Area 3 Fredericton	11,066	1,597	12,663	19	666
	(10,235)	(532)	(10,767)	(14)	(769)
Area 4 Woodstock	7,867	422	8,288	28	296
	(12,633)	(252)	(12,885)	(43)	(300)
Area 5 Miramichi	10,600	2,567	13,167	5	2,633
	(720)	(51)	(771)	(2)	(385)
Area 6 Bathurst	59,383	1,876	61,259	36	1,702
	(49,138)	(3,270)	(52,408)	(38)	(1,379)
Area 7 Edmundston	2,757	97	2,854	5	571
	(593)	(75)	(668)	(2)	(334)
Area 8 Campbellton	17,514	4,207	21,721	3	7,240
	(7,666)	(15)	(7,681)	(3)	(2,560)
Total **	**164,647**	**12,532**	**177,180**	**183**	968
Total *	(146,773)	(9,729)	(156,502)	(196)	(798)

** HST Not Included in Total: $ 25,231

* HST Not Included in Total: $ (22,694)

** Included in this total are 7 High Cost Cases (over $5,000 including HST) for a total of $58,834 (HST not included).

* Included in this total are 4 High Cost Cases (over $5,000 including HST) for a total of $26,949 (HST not included).

Analysis of Certificates Paid by Type of Aid

1.04

Area	Guardianship			Variation of Support			Total Certificates	
	#	Total $	$/Case	#	Total $	$/Case	#	Total $
Area 1 Saint John	20	14,607	730	20	6,815	341	40	21,422
Area 2 Moncton	34	30,484	897	13	5,322	409	47	35,806
Area 3 Fredericton	13	9,964	766	6	2,699	450	19	12,663
Area 4 Woodstock	3	1,514	505	25	6,775	271	28	8,288
Area 5 Miramichi	5	13,167	2,633	0	0	0	5	13,167
Area 6 Bathurst	23	56,178	2,443	13	5,081	391	36	61,259
Area 7 Edmundston	5	2,854	571	0	0	0	5	2,854
Area 8 Campbellton	3	21,721	7,240	0	0	0	3	21,721
Total	**106**	**150,488**	**1,420**	**77**	**26,692**	**347**	**183**	**177,180**
	(89)	(119,165)	(1,339)	(107)	(37,337)	(348)	(196)	(156,502)
HST not in Total:		**21,382**			**3,849**			**25,231**
								(22,694)

Persons Assisted by Domestic Duty Counsel

1.05

Area	Number	Fees $
Area 1 Saint John	0 Nil	0 Nil
Area 2 Moncton	0 (1)	0 (3,415)
Area 3 Fredericton	1 Nil	383 Nil
Area 4 Woodstock	0 Nil	0 Nil
Area 5 Miramichi	0 Nil	0 Nil
Area 6 Bathurst	0 (21)	0 (866)
Area 7 Edmundston	0 Nil	0 Nil
Area 8 Campbellton	0 Nil	0 Nil
Total	1	383
	(22)	(4,281)

PART II
INFORMATION FOR DOMESTIC LEGAL AID
PERFORMANCE RELATED PURPOSES AND CALCULATIONS

2.01

Reciprocity

Legal Aid participates in a Nation-Wide Agreement between the Provinces to provide legal services to eligible applicants resident in other Provinces and requiring legal services in New Brunswick. Alternatively New Brunswick refers eligible applicants resident here who require services in other Provinces. The costs of such services are born by the Province which supplies the services.

Referred	To		From	
New Brunswick	0	(0)	0	(0)
Nova Scotia	0	(0)	0	(0)
Prince Edward Island	0	(0)	0	(0)
Newfoundland	0	(1)	0	(0)
Quebec	3	(0)	1	(2)
Ontario	0	(3)	0	(0)
Manitoba	0	(0)	0	(0)
Saskatchewan	0	(0)	0	(0)
Alberta	0	(0)	0	(0)
British Columbia	0	(0)	0	(0)
Yukon Territory	0	(0)	0	(0)
North West Territories	0	(0)	0	(0)
Nunavat	0	(0)	0	(0)
Total	**3**	**(4)**	**1**	**(2)**

2.02

Contributions, Costs & Recoveries, Liens

Area	Contributions $		Costs & Recoveries $		Liens $	
Area 1 Saint John	200	(150)	0	(0)	227	(1,733)
Area 2 Moncton	350	(502)	0	(0)	3,586	(3,026)
Area 3 Fredericton	325	(130)	0	(0)	0	(656)
Area 4 Woodstock	393	(965)	0	(0)	266	(570)
Area 5 Miramichi	400	(0)	0	(0)	0	(0)
Area 6 Bathurst	600	(25)	0	(0)	895	(2,550)
Area 7 Edmundston	200	(0)	0	(0)	0	(530)
Area 8 Campbellton	0	(0)	0	(0)	0	(199)
Total	**2,468**	**(1,772)**	**0**	**(0)**	**4,974**	**(9,264)**

FINANCIAL STATEMENTS

LEGAL AID NEW BRUNSWICK
LEGAL AID FUND (DOMESTIC)

31 MARCH 2003

Office of the
Auditor General

Bureau du
vérificateur général

New
Nouveau Brunswick

AUDITOR'S REPORT

Minister of Justice and Attorney General
Province of New Brunswick
and
The Council of the Law Society of New Brunswick

I have audited the statement of financial position of the Legal Aid Fund (Domestic) of the Law Society of New Brunswick as at 31 March 2003 and the statement of operations and surplus for the year then ended. These financial statements are the responsibility of the Fund's management. My responsibility is to express an opinion on these financial statements based on my audit.

I conducted my audit in accordance with Canadian generally accepted auditing standards. Those standards require that I plan and perform an audit to obtain reasonable assurance whether the financial statements are free of material misstatement. An audit includes examining, on a test basis, evidence supporting the amounts and disclosures in the financial statements. An audit also includes assessing the accounting principles used and significant estimates made by management, as well as evaluating the overall financial statement presentation.

In my opinion, these financial statements present fairly, in all material respects, the financial position of the Fund as at 31 March 2003 and the results of its operations for the year then ended in accordance with Canadian generally accepted accounting principles.

K D Robinson

K. D. Robinson, CA
Deputy Auditor General

Fredericton, N. B.
4 June 2003

LEGAL AID NEW BRUNSWICK
LEGAL AID FUND (DOMESTIC)
STATEMENT OF FINANCIAL POSITION
31 MARCH 2003

	2003	2002
ASSETS		
Current assets		
Cash	$ 209,351	$ 242,574
Accounts receivable (Note 2)	18,953	13,234
	$ 228,304	$ 255,808
LIABILITIES AND SURPLUS		
Current liabilities		
Accounts payable	$ 40,635	$ 53,240
Surplus	187,669	202,568
	$ 228,304	$ 255,808

Contingent liability (Note 4)

Approved

Provincial Director (Interim)

LEGAL AID NEW BRUNSWICK
LEGAL AID FUND (DOMESTIC)
STATEMENT OF OPERATIONS AND SURPLUS
FOR THE YEAR ENDED 31 MARCH 2003

	2003 Budget	2003 Actual	2002 Actual
REVENUE			
New Brunswick Law Foundation (Note 3)	$ 150,000	$ 150,000	$ 150,000
Costs recovered from liens	15,000	4,974	9,264
Contributions from clients	2,000	2,468	1,772
Other	8,250	5,742	5,241
	175,250	163,184	166,277
EXPENDITURE			
Certificate fees and disbursements	156,522	177,180	156,502
Duty Counsel fees and disbursements	5,217	383	4,281
	161,739	177,563	160,783
Administration expenses			
Recoverable lien registration fees	957	495	935
Professional services	2,000	-	-
Printing and office supplies	1,478	25	112
Miscellaneous	783	-	-
	166,957	178,083	161,830
EXCESS (DEFICIENCY) OF REVENUE OVER EXPENDITURE	$ 8,293	(14,899)	$ 4,447
Surplus, beginning of year		202,568	198,121
SURPLUS, end of year		$ 187,669	$ 202,568

LEGAL AID NEW BRUNSWICK
LEGAL AID FUND (DOMESTIC)
NOTES TO FINANCIAL STATEMENTS
31 MARCH 2003

1. Purpose of the Organization

Legal Aid New Brunswick provides certain domestic legal aid services for residents of the Province who otherwise could not afford the services of a lawyer. The *certificates* for these services are funded by the New Brunswick Law Foundation. Effective 1 April 2001 the Department of Justice transferred responsibility to Legal Aid New Brunswick for the management and delivery of all legal and paralegal services related to domestic legal aid. These *legal services* are funded by grants from the Department of Justice and are reported in a separate financial statement.

2. Accounts receivable

Accounts receivable includes amounts which have a likely expectation of collection in the near future. Amounts which could be collected in the future from liens placed on property or through costs and recoveries are only recognized when collected due to the uncertainty associated with the collection of such amounts.

Amounts due to the Fund as at 31 March 2003, represented by liens, totalled $341,688 (2002 - $331,054). These amounts will only be collected if, and when, properties are sold which have liens registered against them.

3. New Brunswick Law Foundation grant

The Law Foundation Board agreed to commit a maximum of $150,000 or 50% of its available grant money, whichever is the lesser of the two, on an annual basis for a period of three years commencing with the year ended 31 March 2001.

4. Contingent liability

Certificates entitling applicants to domestic legal aid are issued for a maximum amount of $1,000 each, although the actual amount paid on each certificate may be less than $1,000. The estimated amount to be paid in future periods for certificates issued and outstanding as at 31 March 2003 is $17,828. No allowance has been made in these financial statements for this contingency. According to Legal Aid records there are 139 domestic certificates issued and outstanding at 31 March 2003. Amounts paid in the future on each certificate will be considered an expense in the period in which the certificate is paid.

DOMESTIC LEGAL AID / LEGAL SERVICES
APRIL 1, 2002 – MARCH 31, 2003

PART I
DOMESTIC LEGAL AID RENDERED

1.01 Domestic Certificates

Area	Applications		
	Received	Refused/ Withdrawn	Issued
Area 1 Saint John	33	5	28
	(28)	(6)	(22)
Area 2 Moncton	36	12	24
	(33)	(15)	(18)
Area 3 Fredericton	14	5	9
	(11)	(3)	(8)
Area 4 Woodstock	7	1	6
	(6)	(0)	(6)
Area 5 Miramichi	9	4	5
	(9)	(2)	(7)
Area 6 Bathurst	44	16	28
	(33)	(7)	(26)
Area 7 Edmundston	3	1	2
	(0)	(0)	(0)
Area 8 Campbellton	7	1	6
	(5)	(4)	(1)
Total	**153**	**45**	**108**
	(125)	(37)	(88)

Certificates Issued by Type of Aid

1.02

Area	Certificates Issued						Total
	Initial Interim Custody	Custody Extensions	Supervisory Orders	Guardian-ship Review	Appeals	Opinions	
Area 1 Saint John	16	7	2	1	1	1	**28**
Area 2 Moncton	13	2	6	2	1	0	**24**
Area 3 Fredericton	8	0	0	0	1	0	**9**
Area 4 Woodstock	4	1	0	0	1	0	**6**
Area 5 Miramichi	4	1	0	0	0	0	**5**
Area 6 Bathurst	21	0	5	1	1	0	**28**
Area 7 Edmundston	0	2	0	0	0	0	**2**
Area 8 Campbellton	2	2	2	0	0	0	**6**
Total	**68**	**15**	**15**	**4**	**5**	**1**	**108**

1.03

Domestic Legal Services Certificates Paid

Area	Fees	Disbursements	Total $ w/o HST	# Certificates	Cost/Certificate
Area 1 Saint John	14,603	35	14,638	29	505
	(13,220)	(96)	(13,316)	(24)	(555)
Area 2 Moncton	15,969	301	16,270	26	626
	(10,984)	(337)	(11,321)	(20)	(566)
Area 3 Fredericton	5,198	106	5,304	7	758
	(13,914)	(340)	(14,254)	(10)	(1,425)
Fredericton Head Office *	n/a	n/a	6,775	n/a	n/a
Area 4 Woodstock	4,429	98	4,527	9	503
	(2,212)	(23)	(2,235)	(7)	(319)
Area 5 Miramichi	4,868	48	4,917	5	983
	(4,259)	(69)	(4,328)	(8)	(541)
Area 6 Bathurst	34,992	1,134	36,126	25	1,445
	(31,708)	(2,013)	(33,721)	(23)	(1,466)
Area 7 Edmundston	0	0	0	0	0
	(3,592)	(929)	(4,521)	(1)	(4,521)
Area 8 Campbellton	10,584	204	10,788	5	2,158
	(4,409)	(449)	(4,858)	(2)	(2,429)
Total * **	**90,643**	**1,927**	**99,345**	**106**	**937**
Total Prior Year **	(84,298)	(4,256)	(88,554)	(95)	(932)

*** HST not included in total: $ 13,530
** HST not included in total: $ (12,984)

*** *Included in this total is 1 High Cost Case (over $5,000 including HST) for a total of $4,703 (HST not included).*

** *Included in this total is 1 High Cost Case (over $5,000 including HST) for a total of $5,706 (HST not included).*

* *These figures are totals received from unknown areas and are allocated to Head Office expense for the purposes of this year's report.*

Certificate Expense by Type of Aid

1.04

Type of Aid	Number of Cases	Total Fees & Disbursements	Cost Per Case
Interim Custody	68 (53)	60,435 (38,502)	889 (726)
Custody Extensions	16 (13)	13,960 (8,226)	873 (633)
Supervisory Orders	14 (15)	14,854 (16,127)	1,061 (1,075)
Guardianship Review	3 (6)	906 (10,990)	302 (1,832)
Appeals	4 (8)	2,134 (14,709)	533 (1,839)
Opinions	1 (0)	281 (0)	281 (0)
Unknowns*	n/a	6775	n/a
Total	**105**	**99,345**	**946**
Total Prior Year	(95)	(88,554)	(932)

* *Unknowns are that expense previously allocated to Head Office.*

Certificate Expense by Type of Aid & Area

1.05

Type of Aid	Area 1 Saint John	Area 2 Moncton	Area 3 Fredericton	Area 4 Woodstock	Area 5 Miramichi	Area 6 Bathurst	Area 7 Edmundston	Area 8 Campbellton
Interim Custody								
#	17	15	7	7	2	18	0	2
$	6,669	8,866	5,304	4,015	452	26,932	0	8,197
$/Case	392	591	758	574	226	1,496	0	4,099
Custody Extensions								
#	7	3	0	1	2	1	0	2
$	6,317	2,788	0	147	2,128	54	0	2,527
$/Case	902	929	0	147	1,064	54	0	1,264
Supervisory Orders								
#	2	6	0	0	1	4	0	1
$	631	3,893	0	0	2,338	7,929	0	63
$/Case	316	649	0	0	2,338	1,982	0	63
Guardianship								
#	2	1	0	0	0	0	0	0
$	740	166	0	0	0	0	0	0
$/Case	370	166	0	0	0	0	0	0
Appeals								
#	0	1	0	1	0	2	0	0
$	0	557	0	366	0	1,211	0	0
$/Case	0	557	0	366	0	606	0	0
Opinions								
#	1	0	0	0	0	0	0	0
$	281	0	0	0	0	0	0	0
$/Case	281	0	0	0	0	0	0	0

Persons Assisted by Domestic Duty Counsel

1.06

Area	Number	Fees $
Area 1 Saint John	27	13,115
Area 2 Moncton	4	14,052
Area 3 Fredericton	13	10,985
Area 4 Woodstock	2	4,590
Area 5 Miramichi	3	6,940
Area 6 Bathurst	14	8,641
Area 7 Edmundston	17	9,817
Area 8 Campbellton	11	3,443
Total **	**91**	**71,583**

** HST not included in Total: $ 9,227

Expenditures re Alternate Solicitor

1.07

Area	Fees	Disbursements & Travel	Total $ w/o HST	# Certificates	Cost/Certificate
Area 1 Saint John	9,998	40	10,038	29	346
Area 2 Moncton	13,379	5,570	18,949	28	677
Area 3 Fredericton	25,954	7,859	33,813	54	626
Area 4 Woodstock	5,772	243	6,015	16	376
Area 5 Miramichi	8,769	1,434	10,203	25	408
Area 6 Bathurst	5,277	843	6,120	8	765
Area 7 Edmundston	14,492	1,185	15,677	43	365
Area 8 Campbellton	14,465	513	14,977	23	651
Total **	**98,106**	**17,686**	**115,792**	**226**	**512**

** HST not included in Total: $ 15,800

PART II
INFORMATION FOR DOMESTIC LEGAL SERVICES
PERFORMANCE RELATED PURPOSES AND CALCULATIONS

2.01 Administrative Expenses

Area	Salaries	Rent, Utilities, Insurance, Start Up	Supplies	Telephone	Total
Saint John	33,894	20,606	799	1,936	57,234
Moncton *	31,402	53,506	1,993	1,920	88,821
Fredericton/Head Office	31,945	16,493	1,200	2,056	51,694
Woodstock	32,927	8,063	212	541	41,742
Miramichi	-	-	156	183	338
Bathurst	32,045	5,982	121	-	38,149
Edmundston	24,667	12,668	476	-	37,811
Campbellton	35,742	5,311	1,467	568	43,089
Total	**$ 222,623**	**$ 122,629**	**$ 6,424**	**$ 7,203**	**$ 358,879**

Employee Benefits	24,752
Computer Maintenance & Upgrades	8,683
Office Furnishings, Equipment & Repairs	13,220
Professional Services	23,981
Service of Documents	3,080
Miscellaneous Documents - Court Services	2,111
Travel	1,318
Moving Expenses	2,150
Other (Total of Accounts less than $2,000)	11,859
Total	**450,032**
Add:	
Contract Lawyers Travel	5,345
Contract Lawyers' Disbursement Fees	28,768
	$ 484,145

* *Includes start up costs for new office.*

Reciprocity

2.02

Legal Aid participates in a Nation-Wide Agreement between the Provinces to provide legal services to eligible applicants resident in other Provinces and requiring legal services in New Brunswick. Alternatively New Brunswick refers eligible applicants resident here who require services in other Provinces. The costs of such services are born by the Province which supplies the services.

Referred	To		From	
Nova Scotia	3	(4)	4	(15)
Prince Edward Island	0	(0)	0	(0)
Newfoundland	1	(0)	0	(1)
Quebec	8	(9)	14	(12)
Ontario	4	(11)	6	(10)
Manitoba	1	(0)	0	(0)
Saskatchewan	0	(0)	0	(0)
Alberta	0	(3)	0	(5)
British Columbia	1	(0)	2	(3)
Yukon Territory	0	(0)	0	(0)
North West Territories	0	(0)	0	(0)
Nunavat	0	(0)	0	(0)
Total	**18**	**(27)**	**26**	**(46)**

Contributions, Costs & Recoveries, Liens

2.03

Area	Contributions & PNB Recoveries $		Costs & Recoveries $		Liens $	
Area 1 Saint John	150	(0)	0	(0)	677	(0)
Area 2 Moncton	175	(250)	0	(0)	0	(0)
Area 3 Fredericton	50	(3,027)	0	(0)	0	(883)
Area 4 Woodstock	(30)	(210)	0	(0)	471	(0)
Area 5 Miramichi	150	(150)	0	(0)	0	(0)
Area 6 Bathurst	570	(250)	0	(0)	0	(0)
Area 7 Edmundston	50	(0)	0	(0)	0	(0)
Area 8 Campbellton	50	(0)	0	(0)	0	(0)
Total	**1,165**	**(3,887)**	**0**	**(0)**	**1,147**	**(883)**

FINANCIAL STATEMENTS

LEGAL AID NEW BRUNSWICK
LEGAL AID FUND (DOMESTIC/LEGAL SERVICES)

31 MARCH 2003

Office of the
Auditor General

Bureau du
vérificateur général

New
Nouveau Brunswick

AUDITOR'S REPORT

Minister of Justice and Attorney General
Province of New Brunswick
and
The Council of the Law Society of New Brunswick

I have audited the statement of financial position of the Legal Aid Fund (Domestic/Legal Services) of the Law Society of New Brunswick as at 31 March 2003 and the statement of operations and surplus for the year then ended. These financial statements are the responsibility of the Fund's management. My responsibility is to express an opinion on these financial statements based on my audit.

I conducted my audit in accordance with Canadian generally accepted auditing standards. Those standards require that I plan and perform an audit to obtain reasonable assurance whether the financial statements are free of material misstatement. An audit includes examining, on a test basis, evidence supporting the amounts and disclosures in the financial statements. An audit also includes assessing the accounting principles used and significant estimates made by management, as well as evaluating the overall financial statement presentation.

In my opinion, these financial statements present fairly, in all material respects, the financial position of the Fund as at 31 March 2003 and the results of its operations for the year then ended in accordance with Canadian generally accepted accounting principles.

K D Robinson

K. D. Robinson, CA
Deputy Auditor General

Fredericton, N. B.
4 June 2003

LEGAL AID NEW BRUNSWICK
LEGAL AID FUND (DOMESTIC/LEGAL SERVICES)
STATEMENT OF FINANCIAL POSITION
31 MARCH 2003

	2003	2002
ASSETS		
Current assets		
Cash	$ 57,289	$ 64,785
Accounts receivable (Note 2)	53,005	300,269
	$ 110,294	$ 365,054
LIABILITIES AND SURPLUS		
Current liabilities		
Accounts payable	$ 100,951	$ 122,584
Due to Legal Aid Fund (Criminal)	-	200,000
	100,951	322,584
Surplus	9,343	42,470
	$ 110,294	$ 365,054

Contingent liability (Note 3)

Approved

Provincial Director (Interim)

LEGAL AID NEW BRUNSWICK
LEGAL AID FUND (DOMESTIC/LEGAL SERVICES)
STATEMENT OF OPERATIONS AND SURPLUS
FOR THE YEAR ENDED 31 MARCH 2003

	2003 Budget	2003 Actual	2002 Actual
REVENUE			
Province of New Brunswick	$ 1,350,000	$ 1,350,000	$ 1,350,000
Costs recovered from liens	1,000	1,147	883
Contributions from clients	1,000	1,165	3,887
Interest	-	8,968	3,742
	1,352,000	1,361,280	1,358,512
EXPENDITURE			
Certificate fees and disbursements	91,304	99,345	88,555
Duty Counsel fees and disbursements	113,043	71,583	112,750
Alternate solicitor fees and disbursements	121,739	115,792	126,921
Contract lawyer fees	580,000	623,542	541,803
	906,086	910,262	870,029
Administration expenses			
Salaries and related expenses	240,000	247,375	217,054
Professional services	-	52,749	58,060
Office rents	-	122,629	42,725
Office furniture and equipment	-	9,181	31,778
Start-up costs	-	-	28,467
Computer maintenance and upgrading	-	8,683	22,889
Renovations and moving expense	-	2,150	-
Professional development	-	1,887	-
Travel	-	6,663	14,437
Printing and office supplies	-	6,424	12,364
Miscellaneous	-	13,674	10,161
Equipment rentals and service contracts	-	4,038	4,825
Telephone	-	7,203	2,204
Postage	-	430	595
Translation	-	784	234
Recoverable lien registration fees	-	275	220
Unallocated budget expense	203,750	-	-
	443,750	484,145	446,013
Total expenditure	1,349,836	1,394,407	1,316,042
EXCESS (DEFICIENCY) OF REVENUE OVER EXPENDITURE	$ 2,164	(33,127)	42,470
Surplus, beginning of year		42,470	-
SURPLUS, end of year		$ 9,343	$ 42,470

LEGAL AID NEW BRUNSWICK
LEGAL AID FUND (DOMESTIC/LEGAL SERVICES)
NOTES TO FINANCIAL STATEMENTS
31 MARCH 2003

1. Purpose of the Organization

Legal Aid New Brunswick (Domestic/Legal Services) came into existence on 1 April 2001. It is responsible for the management and delivery of all legal and paralegal services related to domestic legal aid. These services are funded by grants from the Department of Justice.

2. Accounts receivable

Accounts receivable include amounts which have a likely expectation of collection in the near future. Amounts which could be collected in the future from liens placed on property or through costs and recoveries are only recognized when collected due to the uncertainty associated with the collection of such amounts.

Amounts due to the Fund as at 31 March 2003 represented by liens totalled $20,154. These amounts will only be collected if, and when, properties are sold which have liens registered against them.

3. Contingent liability

At 31 March 2003, 75 legal aid certificates were issued and outstanding for eligible applicants. The estimated cost to complete these certificates is $33,458. No allowance has been made in these financial statements for this contingency.